

LES CAHIERS DES DROITS DE L'HOMME

Les Droits de l'Homme sont-ils proclamés? - Oui
Sont-ils appliqués? - Non!

Revue tri-mensuelle pour les Ligueurs

ABONNEMENTS D'UN AN

France 25.00

Etranger 30.00

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

27, Rue Jean-Dolent, PARIS XIV^e

TÉL. Gobelins 28-32

Directeur: Emile KAHN

Adresse Télégraphique:

DROITHOM-PARIS

Chèques postaux:

c/c 216.25, PARIS

SOMMAIRE

Après l'occupation de Barcelone

(Un appel de la Ligue)

En Espagne républicaine François de TESSAN
Contre la belligérance à Franco Gabriel BRAVARD

L'ACTION DE LA LIGUE POUR LA PAIX

Les principes Paul LANGEVIN
L'action pratique E. KAHN et M. MOUTET
L'entente internationale René GERIN
La Paix et le Droit Albert BAYET

Bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme

REVUE D'IDÉES POUR LE COMBAT.
REVUE DE COMBAT PAR LES IDÉES.

h.v.
299

LA VOZ DE ESPANA

Sous ce titre vient de paraître une

PREMIÈRE SÉRIE DE 5 DISQUES

DES

CHANTS DE L'ARMÉE RÉPUBLICAINE ESPAGNOLE

enregistrés sous la direction des grands
compositeurs espagnols

Faire écouter ces disques,
Les diffuser,
C'est aider les héroïques combattants
de la liberté.

EN VENTE PARTOUT

et au **CHANT DU MONDE**

137, Boulevard Saint-Germain, PARIS

GROUPEMENT d'ACHAT CHARBONNIER

en faveur des ligueurs

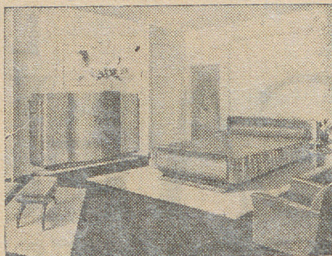
TOUS COMBUSTIBLES

Conditions avantageuses aux Ligueurs
qui voudront bien justifier de leur
qualité en transmettant la commande à

M. GARCIN

8, rue Aug.-Lançon, Paris-13^e

Téléphone : Gobelins 06-40



ATELIERS Paul Giordano

22, R. MARSOULLAN, PARIS-12^e

Demandez
revue illustrée
Numéro 21
Envo franco

COLIS-RÉCLAME

POUR VOS PLANTATIONS arbres fruitiers, création jardins et vergers, adressez-vous à **S. FAURE**, 71, route de Ruéil, Le Chesnay (S.-et-O.). 5 rosiers nains, 18 fr. Par 10 nains, 30 fr. 10 grimpants, 50 fr.

VIENT DE PARAÎTRE

COLLECTION "PROBLÈMES"

Jules LEVERRIER

LA NAISSANCE DE L'ARMÉE NATIONALE

1789-1794

L'armée du peuple, fille
de la Révolution française.

18 fr.

E. S. I.

24, rue Racine

PARIS

Chèque-Postal 974-41

APRÈS L'OCCUPATION DE BARCELONE

Un Appel de la Ligue

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 26 janvier, au soir de l'entrée des troupes italo-franquistes à Barcelone, adresse l'hommage de son admiration aux républicains d'Espagne contraints, malgré leur héroïsme, de reculer sous la pression écrasante du matériel ennemi.

La Ligue des Droits de l'Homme a toujours protesté contre une politique de non-intervention qui, tout en permettant aux dictateurs d'Allemagne et d'Italie d'envahir l'Espagne et de massacrer le peuple espagnol, a privé la République des ressources indispensables à sa défense. Elle n'a cessé d'avertir du danger que ferait peser sur la France la victoire du fascisme espagnol, instrument du fascisme italien et du racisme allemand.

A l'heure tragique où la fermeture obstinée de la frontière livre la majeure partie de la Catalogne à Franco, à Hitler et à Mussolini — où les troupes italiennes et le matériel allemand progressent en direction de la frontière française — où s'annonce enfin la grande tentative d'intimidation pour mettre la France en demeure de céder, sous la menace immédiate, aux exigences de Mussolini — la Ligue proclame que c'est en Espagne que se décide le sort des possessions françaises revendiquées par le fascisme italien et elle adjure tous les Français qui veulent échapper à l'affreuse alternative de la capitulation ou de la guerre, de réclamer impérieusement la livraison à l'Espagne républicaine, bastion avancé de la liberté française, des armes qui lui font défaut.

La Ligue des Droits de l'Homme adjure les citoyens français de faire connaître au Gouvernement leur indignation devant les obstacles trop longtemps opposés à l'entrée en France des réfugiés espagnols. Des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards tentent d'échapper à la famine et aux massacres : ils se heurtent, jusqu'à présent, à la mauvaise volonté de l'administration française.

La Ligue des Droits de l'Homme demande que la France offre, sans réserve et sans marchandage, un asile aux républicains d'Espagne qui, en défendant l'indépendance espagnole, garantissent la sécurité française.

LIBRES OPINIONS*

EN ESPAGNE REPUBLICAINE

Par François de TESSAN

La délégation parlementaire française qui s'est rendue à Barcelone, dans la première semaine de janvier, était composée de députés n'appartenant ni à la II^e ni à la III^e Internationale. Elle comprenait un représentant de l'Union socialiste républicaine, des radicaux-socialistes, des indépendants de gauche, des membres de la Jeune République et un démocrate populaire. Elle voulait se renseigner sur place à une heure critique, certes, mais qui ne faisait pas prévoir une succession aussi rapide et aussi dramatique des événements dans les jours qui devaient suivre... Les impressions qu'elle a recueillies et les documents qu'elle a réunis se trouvent, à cette heure, terriblement dépassés en raison des nouveaux envahissements de l'armée franquiste.

Combien il eût été souhaitable d'appeler plus tôt en Espagne républicaine une mission de ce genre, qui a contribué de son mieux à redresser l'opinion dans des milieux jusqu'alors réfractaires, indifférents ou mal informés sur les ravages du fascisme et de l'hitlérisme de l'autre côté des Pyrénées !

A la vérité, les témoins qui ont vu à l'œuvre le gouvernement Negrin, qui ont parcouru le pays, qui ont assisté aux efforts héroïques des défenseurs de la liberté leur ont rendu le même hommage. A leur retour en France, ils ont manifesté, avec une égale émotion, leur admiration pour les soldats espagnols s'accrochant avec un farouche désespoir aux tranchées de l'indépendance. Ils ont déclaré, d'une manière concordante, que l'écrasement de la République amie ouvrirait la voie aux ambitions impérialistes italiennes et aux plus graves aventures pour l'Europe.

En arrivant à Barcelone, nous avons rendu visite aux chefs de la résistance et, tout d'abord, au Président Azaña. Celui-ci ne nous a pas caché ses inquiétudes, bien qu'à ce moment-là on eût encore l'espoir de contenir l'offensive de Franco et d'en limiter les effets. Le Président Azaña, au cours d'un long entretien, nous a dit que la cause espagnole devait être considérée comme la cause même du libéralisme dans le vieux monde : « Si la République espagnole, a-t-il expliqué, avait cédé aux pressions exercées sur elles par les Etats totalitaires et si elle avait admis leurs prétentions en ce qui touche le statut méditerranéen, elle n'aurait pas été l'objet des assauts aussi furieux que formidables de l'Italie et de l'Allemagne.

*Les articles insérés sous cette rubrique n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. — N.D.L.R.

L'un des motifs principaux des hostilités déclenchées contre elle par les agents du fascisme a été, dès l'origine, sa volonté de collaborer avec la France au maintien des positions définies par les traités, de travailler à l'union des deux démocraties, d'apporter tout son concours à la consolidation de la paix. On eût, sans aucun doute, laissé la République espagnole régler ses affaires intérieures comme elle l'entendait, si elle avait assuré Rome et Berlin de sa bienveillante neutralité au cas où les communications africaines de France seraient menacées.

« Le slogan de la bolchévisation de l'Occident n'a été lancé, avec une telle violence, au détriment de l'Espagne, que parce que l'on avait pour but de rompre la solidarité franco-espagnole qui s'inspire d'un commun idéal démocratique et qui s'oppose aux entreprises des puissances totalitaires. »

Le président Azaña nous a indiqué quelles seraient, à son avis, les conséquences politiques et économiques pour l'Espagne d'un écroulement de la République : « Nos adversaires, a-t-il dit, par le fait qu'ils sont liés à des gouvernements étrangers et qu'ils emploient des troupes étrangères favorisent la « désespagnolisation » et la « dénationalisation » de notre pays. S' imagine-t-on que l'Italie et l'Allemagne feront grâce des sacrifices matériels consentis et des sommes dépensées par elles pour les armées de Franco ? Si les plans des agresseurs se réalisaient, le meilleur fruit du travail espagnol irait, pendant deux ou trois générations, aux coffres de Rome et de Berlin... L'Espagne vaincue et asservie serait la proie de ces créanciers impitoyables ! C'est, peut-être, dans l'ordre économique que la guerre est le plus implacablement clouée au vif de la chair espagnole. Beaucoup de ceux qui ont participé aux premiers déchirements et qui ont engagé cette lutte fratricide se rendent compte, aujourd'hui, qu'ils ont compromis ou perdu bien plus que ce qu'ils croyaient compromettre ou perdre. Ils s'en apercevraient encore davantage si le malheur — ce que je me refuserai à envisager jusqu'au bout — entraînait la République à sa perte !

« En tout état de cause, la reconstruction de l'Espagne sera une tâche écrasante, gigantesque, qui ne saurait être confiée au génie d'un seul, ni même d'un petit nombre d'individus ou de techniciens. Elle devra être l'œuvre de toute la ruche espagnole, lorsque régnera la paix, une paix espagnole et une paix nationale, une paix d'hommes libres, une paix pour des hommes libres ».

Tels furent les propos du président Azaña qui, sans un mot d'acrimonie pour la France et sur un ton de discussion philosophique, nous parla ainsi du présent et de l'avenir.

Avec Juan Negrin, nous nous sommes trouvés en face de l'homme qui, professant la même doctrine, personnifie le salut public, l'unité morale des républicains réconciliés, l'espoir suprême dans la délivrance de la patrie cernée par les forces étrangères. Juan Negrin est un chef dans toute l'acceptation du mot. Dans les moments où le vent de la défaite soufflait sur les âmes, il demeurait plein de sang-froid et de résolution. Juan Negrin, en avril dernier, alors que la partie semblait perdue, opéra un rétablissement inouï. Il rallia les défenseurs de Tortosa. Il pratiqua un coup d'arrêt qui permit d'utiles regroupements de forces. Puis, il réorganisa entièrement l'armée — une armée d'environ 200.000 hommes — il lui communiqua sa propre mystique, il la dota d'un commandement animé d'un haut sentiment du devoir. Il ne put, hélas ! lui offrir un matériel digne de sa vaillance et il fut obligé de l'user prématurément dans des combats incessants ou dans des offensives qui, comme celle de l'Ebre, ne lui permirent pas d'exploiter ses succès, faute de réserves, faute de munitions, faute de gros matériel.

Cependant, cette armée tenait et, en dépit de mauvaises nouvelles qui parvenaient du front le jour de notre réception — 6 janvier —, le chef du gouvernement gardait son entière maîtrise et distribuait les ordres avec son habituelle lucidité.

— « Nous ne nous laisserons pas abattre, nous affirmerait-il, par les revers qui sont annoncés si cruels soient-ils. Nous défendrons le sol de l'Espagne républicaine morceau par morceau, pied à pied. Si, même, Barcelone était prise, nous ne renoncions pas à la lutte. Nous en connaissons trop bien l'enjeu. Il ne s'agit pas que de la liberté espagnole. Il s'agit, à nos yeux, d'une guerre de libération générale.

« Le plan qui se déroule est un plan qui doit assurer à nos ennemis la prédominance dans tout le bassin occidental de la Méditerranée. La France, la Grande-Bretagne et tous les pays démocratiques sont, autant que nous, intéressés à empêcher cette conquête par les Etats totalitaires. Je l'ai proclamé souvent et je l'ai répété à Genève. Je le redis aujourd'hui.

« Dès le premier essai du fascisme en Espagne, avec Primo de Rivera, ce programme, dirigé contre les nations libérales, a été esquissé. En 1923, en effet, Mussolini a commencé les négociations en vue d'une entente destinée à s'assurer les moyens de couper les communications de la France avec l'Afrique du Nord. C'est dans ce dessein qu'Alphonse XIII, accompagné de Primo de Rivera, se rendit à Rome et discuta d'un pacte italo-espagnol.

« La révolte d'Abd El Krim, les complications qui surgirent au Maroc obligèrent le gouverne-

ment de Madrid à suspendre les pourparlers engagés et à se rapprocher de la France pour régler les difficultés africaines. Mais, en 1926, les négociations avec Rome furent reprises et, cette fois, elles aboutirent à une convention aux termes de laquelle l'Italie avait — en cas de conflit — la faculté d'établir une base militaire aux Baléares et d'utiliser, pour ses opérations, les ports espagnols, tandis que l'Espagne promettait formellement d'interdire tout passage des troupes françaises sur son territoire et d'observer une rigoureuse neutralité.

« Un tel accord a été nié ultérieurement. Son existence ne paraît, cependant, plus contestable. Au demeurant, M. Grandi, ministre des Affaires étrangères en 1928, n'y faisait-il pas une allusion directe quand, à propos de l'envoi d'un croiseur italien aux Baléares il s'écriait : « Cet archipel est appelé à servir d'amphithéâtre si la guerre sévit, un jour, en Méditerranée occidentale. » ?

« De la même conception est né l'accord, qui a été négocié le 31 mars 1934, entre les chefs du parti militariste espagnol, qui devaient soutenir Franco, et le Duce, qu'assistait le maréchal Balbo. Il fut, à cette époque, décidé que M. Mussolini favoriserait le soulèvement en préparation contre la République, qu'il fournirait des subsides, des munitions, des armes. L'original de ce contrat a été trouvé à Madrid. Le dictateur italien, depuis lors, a été entraîné par sa politique bien au delà de ces promesses initiales.

« L'Allemagne, de son côté, a participé à l'éclosion du franquisme et, avec sa méthode insinuante, elle a travaillé en profondeur. En ce moment, dans le camp des rebelles, elle a non seulement les dix mille techniciens de la Légion Condor, mais encore des ingénieurs, des contremaîtres, des agents installés dans toutes les industries de l'arrière, dans tous les services, dans toutes les administrations.

« Ce sont les hommes d'Hitler qui ont tressé le réseau d'espionnage, qui dirigent la police, qui, dans les écoles militaires et civiles, fournissent les instructeurs et les professeurs. Si l'Allemagne observe plus de discrétion que l'Italie dans ses démonstrations au sujet de l'Espagne, elle apporte à Franco une aide non moins considérable. Tout cela devra être payé. Mais il importe, surtout, d'en tirer les conséquences politiques pour le statut général de la Méditerranée et pour l'Europe.

« Si nous avions à notre disposition un matériel égal à celui de nos adversaires, si nous avions les mêmes ressources qu'eux si nous recevions un ravitaillement aussi abondant, il y a longtemps que nous aurions rendu l'Espagne aux Espagnols et que la République ne serait plus discutée par qui que ce soit. Nous nous sommes battus dans les conditions les plus défavorables pour la liberté espagnole et pour la liberté des autres. Nous avons jeté tout ce que nous possédions dans la balance ! Nous n'avons rien à regretter, puisque nous avons accompli notre devoir... »

Nous avons tenu à enregistrer ces déclarations, car elles synthétisent tout ce que nous avons entendu au cours de bien d'autres conversations avec les hommes les plus représentatifs de l'Espagne républicaine. Chacun nous exposait que l'impossible serait fait pour mettre en échec les armées de Franco ; mais chacun montrait les difficultés croissantes de la lutte, la disproportion de plus en plus alarmante entre les armes techniques, l'artillerie, l'aviation des rebelles et le matériel de l'armée gouvernementale. On ne nous cachait pas davantage que les approvisionnements s'épuisaient, que les vivres devenaient rares, que les médicaments manquaient, que la quantité de lait destinée aux enfants était insuffisante.

Certes, l'ordre régnait à Barcelone. La propagande nationaliste nous avait précédemment fourni maints détails sur l'anarchie de la capitale catalane : rien de semblable. Nous avions, au contraire le spectacle d'une population dépassant 2 millions d'individus (avec l'apport des réfugiés) qui observait strictement les mesures édictées. Mais il était aisé de discerner sur tous les visages, les traces de multiples souffrances. De longues files de pauvres gens attendaient patiemment sur les trottoirs devant les bureaux de distribution le moment où ils allaient recevoir une parcimonieuse nourriture. On n'entendait aucune plainte. Les plus misérables conservaient leur fierté et dans la foule aucun défaitisme n'apparaissait. On avait plutôt l'impression d'une hautaine résignation dans la douleur, d'une persistante noblesse en face des pires épreuves, d'une conviction obstinée que des jours meilleurs luiraient finalement pour l'Espagne et pour la République.

Les bombardements répétés de l'aviation italienne n'abattaient pas le moral des Barcelonnais et de leurs compagnons venus des autres provinces d'Espagne qui supportaient avec eux le feu de l'ennemi. Chaque jour, des séries de bombes écrasaient un peu plus la ville et faisaient de nouvelles victimes. Le quartier du port était le plus endommagé. Il ressemblait, avec ses maisons éventrées, ses ruines accumulées, ses rues trouées de vastes entonnoirs aux quartiers d'Arras, d'Ypres, de Reims les plus blessés pendant la grande guerre.

L'espoir persistait, cependant, dans tous les cœurs. Il apparaissait que l'esprit du front et l'esprit de Negrin aimait les plus humbles et que le mot d'ordre : « Tout pour la liberté » était suivi par les masses avec une ardente conviction.

Notre visite au front nous permit de constater l'exceptionnelle valeur de l'infanterie républicaine. Comment ne l'aurions-nous pas saluée bien bas ! Avec un admirable stoïcisme, les soldats subissaient la pluie de fer, les raids de l'aviation, les préparations de l'artillerie ennemie. Ils n'avaient rien pour répondre à cela... Sans être appuyés par des canons légers ou lourds, sans être protégés par des engins anti-aériens, sans le secours des tanks, ils se cramponnaient au terrain et parfois, même, passaient à l'offensive.

Des repos très courts à faible distance du front.

Des moyens de transports précaires et réduits. Une nourriture souvent défectueuse. Des vêtements usagés. Des souliers percés et, quelquefois, seulement des espadrilles en plein hiver ! Voilà dans quelles conditions matérielles se battaient les soldats de la République espagnole.

Pouvaient-ils indéfiniment résister à toutes les offensives ? Le moral ne saurait, en toutes conjonctures, remplacer les obus. L'estomac vide pendant trop longtemps ne stimule pas le courage même chez les surhommes. La brèche faite par les franquistes, dans le secteur de Lerida, devait s'élargir progressivement et la prise de Tarragone devait permettre à l'agresseur d'exploiter intensément son succès.

L'intervention de la Division Littorio, d'une extrême mobilité, puissamment mécanisée et motorisée, a été, d'après le correspondant du *Temps*, un facteur décisif dans l'affaire. Qu'on nous permette de citer ce passage de sa dépêche du 22 janvier dernier, qui est particulièrement explicatif :

Chaque bataillon d'infanterie de la *Littorio* (600 hommes environ), nous rapporte-t-il, est juxtaposé à un bataillon de chars (200 hommes). La division comprend 8 ou 9 bataillons. Rien qu'en tanks moyens, elle dispose donc de plus de 500 unités sans parler de l'artillerie ni des chars légers. Au total, 8.000 à 9.000 hommes.

Poussant des pointes alternativement à gauche et à droite avec une incroyable agilité, la *Littorio* obligea les meilleures troupes gouvernementales, comme celles de la division Lister, à reculer par peur de se laisser encercler.

En dépit d'un excellent moral, en dépit de nombreux actes de courage isolés, tel que celui de cet antitankiste qui après avoir, un matin, fait sauter un tank, l'après-midi, seul fit faire demi-tour à douze autres tanks, en en détruisant deux à coup de grenades à main, et en faisant prisonniers leurs quatre occupants, des Italiens, il était impossible aux gouvernementaux privés d'armes de résister à la puissance de feu écrasante de la division italienne.

On imagine mal, en effet, l'incroyable pénurie d'armes et de munitions qui est celle des troupes républicaines. La proportion de l'artillerie gouvernementale avec la nationaliste est de 1 à 9, celle des armes antichars de 1 à 20, celle des mitrailleuses légères de 1 à 5, celle des canons de D. C. A., 1 à 50 ! Il y a, sur le front de Catalogne, 40 mitrailleuses lourdes de 20 mm. pour une armée de 200.000 hommes !

Les réserves républicaines, montant en ligne devaient reprendre l'artillerie, les mitrailleuses, parfois même les fusils des troupes descendantes !

Réserves rares d'ailleurs, car elles avaient disparu dans la bataille de l'Ebre, alors que les divisions italiennes, après quinze jours de bataille, continuaient intactes. La *Littorio*, par exemple, qui a perdu 1.300 à 1.400 hommes, les a vus aussitôt remplacés par des troupes arrivant parfois directement d'Italie.

Ainsi l'offensive de Franco avait été préparée avec des renforts considérables, avec une accumulation d'engins de toutes sortes, avec une aviation multipliée, qu'ont fournie les Italiens et les Allemands.

Les républicains n'ont pas pu tenir sur les lignes de repli qui avaient été prévues. Une fois donné par leurs adversaires le grand coup de bélier qui a enfoncé le front, ils ont dû opérer une retraite qui les a amenés aux portes de

Barcelone. Là, encore, ils n'ont eu ni le temps, ni la possibilité d'organiser une défense sérieuse. Ils ont cédé du terrain. Barcelone a été évacuée par le gouvernement. Le 27 janvier, la capitale de la Catalogne a été occupée par les troupes du général Franco, qui a 700.000 hommes pour mener l'ensemble de sa campagne.

On s'est étonné du fait qu'un habitant sur dix seulement ait abandonné la ville. Mais il convient de remarquer que tous les systèmes de locomotion et de traction ont été réquisitionnés pour conduire vers le nord tout ce qui restait de troupes gouvernementales, les munitions, le matériel encore disponibles, les services indispensables à la défense nationale. Or, nous avons indiqué que, déjà, ces transports étaient très inférieurs aux besoins de l'armée. Il a donc fallu laisser à Barcelone la plus grande partie de la population civile.

Ceux des Espagnols qui n'ont pas voulu rester sous la coupe de Franco sont partis à pied. Ils ont parcouru de longues étapes pour chercher une sécurité du côté de la frontière française. Le gouvernement s'est fixé à Gérone. Il a annoncé qu'il poursuivrait le combat avec les forces intactes dont il dispose. Le Président Negrin a lancé une ultime proclamation pour exprimer son ultime résolution d'empêcher la victoire des franquistes. Le général Miaja a appuyé de son autorité et de son patriotisme cette décision.

Nous voici donc au quart d'heure de Nogi, à la dernière phase de la guerre espagnole. Les revers des républicains ont été causés, de toute évidence, par la faim et par la pénurie des armes. *Comment se dissimuler que si cette situation se dénouait par la fascisation de l'Espagne, les périls*

qui menacent la paix de l'Europe en seraient singulièrement accrus ?

Le programme qu'a dévoilé, avec tant de clarté, le Président Negrin prendrait un relief saisissant. Il serait vain de supposer que le général Franco, lié comme il l'est à ses alliés, serait capable de poursuivre une politique indépendante et de se dégager de l'étreinte de ceux qui l'ont aidé jusqu'ici. Les revendications italo-allemandes pour une modification du statut méditerranéen se feraient, sans tarder, extrêmement positives et pressantes.

La France se trouve placée devant un double devoir. D'abord celui que dicte l'humanité. C'est avec une largeur d'esprit, un cœur généreux, un sentiment d'hospitalité conforme à sa tradition et à l'entraide démocratique qu'il lui appartient de traiter le problème des réfugiés.

En ce qui touche sa position de grande nation occidentale, elle devra faire face aux offensives prochaines de l'impérialisme mussolinien avec une fermeté redoublée. Si elle cédait aux exigences du Duce et de ses associés, elle y perdrait son prestige, ses communications africaines, ses points d'appui essentiels en Méditerranée.

La défaite de l'Espagne républicaine pourrait être le commencement d'une ère de douloureuses complications. *Les Français qui ont refusé d'envisager la portée d'un tel événement ou ont obstinément fermé les yeux sur nos intérêts vitaux seraient fatalement amenés à regretter leur erreur.* Toutes les volontés, lucides enfin, et unies de la nation ne seraient pas de trop pour imposer le respect de nos droits et pour préserver notre propre indépendance.

François de TESSAN,
Député, ancien sous-secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères.

CONTRE L'OCTROI DE LA BELLIGÉRANCE A FRANCO

(Suite et fin)

Par Gabriel BRAVARD

Le corps expéditionnaire allemand

Pour beaucoup moins important (1) du seul point de vue numérique que les effectifs italiens, le corps de débarquement allemand (2) dans la péninsule ibérique, composé d'environ 8.000 officiers, sous-officiers et hommes de troupe, n'en constitue pas moins un des éléments *indispensable* à la vie de l'armée rebelle, pour Franco un auxiliaire plus précieux encore que le corps italien, et cela pour les raisons suivantes :

Si la coopération militaire italienne se manifes-

te dans l'armée rebelle sous la simple forme de divisions ne jouissant d'ailleurs que d'une autonomie normale de tactique mais ressortissant à la stratégie de Burgos et du corps d'armée espagnole dont elles dépendent, tout autrement en est-il de la coopération allemande intimement liée tant du point de vue état-major que moyens offensifs et défensifs à l'armée rebelle.

Que comporte en effet la coopération allemande ? Pas d'infanterie, mais ces deux éléments si puissants de la guerre moderne et qui sans cesse furent à la base des succès franquistes : aviation, artillerie ; cette aviation comportant tous les éléments de l'armée de l'air du III^e Reich, remarquablement analysée par le général Armen-

(1) Voir *Cahiers* du 15 janvier 1930.

(2) Dit « Légion Condor ».

gaud (1). Artillerie et aviation se décomposant ainsi :

Pièces de 105	9 batteries de 4 pièces	36 pièces
— de 150		
Nv. Mle 15	— —	60 —
— de 210	5 — —	20 —
— de 100	7 — de 3 pièces	21 —
		—
	Total	137 pièces

Pièces de l'armée de l'air, pour la Défense contre avions :

Cette défense aérienne est constituée par deux éléments distincts : D.C.A. fixe pour la défense des cités du Nord de l'Ebre (pièces de 88 allemandes, ancien modèle) ; D.C.A. mobile pour la défense des lignes (88 long allemand nouveau modèle) comptant de 130 à 150 pièces dont 35 sur le front de Madrid ; tandis que 29 pièces assurent la D.C.A. fixe de la façon suivante : 24 à Saragosse ; 8 au château, résidence personnelle du général Franco ; 3 au camp d'aviation de Vittoria ; 9 à Vittoria ; 17 à Burgos ; 6 à Séville ; 6 à Saint-Sébastien ; 4 à La Corona ; 7 au Férol ; 8 à Pasajes.

Remarquons, en passant, qu'il ne saurait s'agir en ce qui concerne ces quatre derniers points de la défense contre l'armée républicaine, celle-ci ne possédant aucun moyen d'action sur la côte océane. Il s'agit donc uniquement de défense dirigée contre des puissances extérieures.

Aviation. — Quant à l'aviation allemande elle ne comprend pas moins de 280 appareils des types les plus modernes (Junkers, Heinkel, Meisserschmidt) ainsi répartis :

Escadres de grand bombardement	80 appareils
— de moyen bombardement	90 —
— de chasse	60 —
— de reconnaissance et petit bombardement	50 —

Mais il n'est pas en matière d'aviation, on le sait, que le matériel volant. Il y a tout ce qui en est l'indispensable complément : appareils détecteurs de sons (repérage), radio, téléphones optiques, projecteurs, ateliers mobiles de développement et mise au point des vues aériennes, ateliers de mécanique, etc...

Or, si le corps italien possède pour son usage ces différents services, l'armée rebelle espagnole n'en possède en propre pas un seul. Aussi ceux-ci sont-ils uniquement la propriété de la Légion Condor allemande sans laquelle dès lors, l'aviation rebelle serait dans l'impossibilité de rendre d'effectifs services.

Ce qui existe pour l'aviation existe aussi pour la protection aérienne. Le général Franco ne possédant aucune pièce de D.C.A. Aussi — exception faite de la D.C.A. italienne protégeant les

lignes divisionnaires des fascio — toute cette artillerie est-elle allemande, servie par des canonniers allemands, commandée par des officiers et sous-officiers allemands. Bien mieux, toutes les pistes d'aviation — exception faite de celle de Logrono, aux mains des Italiens — de l'arrière sont équipées par les Allemands, et commandées par eux, les officiers espagnols affectés à leur service ne jouant guère d'autre rôle que celui « d'hommes de paille » destinés à sauvegarder les apparences. Ainsi en est-il des sept terrains principaux d'aviation rebelle : Burgos, Léon, Bilbao, Vittoria, Jaca, Pampelune et Saint-Sébastien-Lasarte.

* *

Mais pour si importants que soient ces deux éléments : aviation, artillerie, il est dans l'armée un organisme sans quoi leur puissance ne serait rien : la transmission. La transmission, cerveau de l'armée. Or, celle-ci est encore essentiellement allemande. Et, tout en l'admirant fort, et avec raison, les Espagnols rebelles se sont avérés incapables en la matière de se substituer aux Allemands. D'où le retrait de ceux-ci, en cet ordre de choses, placerait l'armée franquiste dans la situation d'un corps humain frappé de paralysie générale, avec des membres ne répondant plus à l'appel du cerveau.

A ces faits, à eux seuls plus que suffisants pour démontrer la nécessité de la Légion Condor dans l'armée franquiste, faut-il en joindre d'autres subsidiaires ?

De l'Etat-major général de Burgos et de l'Etat-major particulier du général Franco, sans cesse accompagné personnellement d'un « garde de corps allemand » (1) au moindre Etat-major divisionnaire, tous, sans exception, comptent au moins deux ou trois officiers allemands... en mission.

Est-il question du nouveau centre cartographique de Vittoria, de l'Ecole militaire de Saragosse, de celle d'artillerie de Segovia ? 80 % des instructeurs sont allemands.

Envisage-t-on les nouvelles installations maritimes de La Corona, de Pasajes ou du Férol (de toute évidence tournées contre la France et l'Angleterre), ces travaux sont sous la direction d'un état-major de la marine de guerre allemande sous le commandement du capitaine de corvette von Wanselow, et sont exécutés par la maison Walter, de Hambourg.

Considère-t-on les usines de guerre de la région de Bilbao ? Equipées en matériel de guerre allemand d'origine, les ingénieurs ne sont autres que des officiers des cadres d'active ou de complément du III^e Reich.

Les mines des Asturies ? Plus de 50 % des ingénieurs sont allemands.

Quittant un instant l'armée pour les services

(1) « L'armée de l'air allemande », général Armengaud, *La Dépêche de Toulouse*, 6 novembre 1938.

(1) Le commandant Willermy, ancien attaché d'ambassade allemand à Madrid.

publics, nous trouvons également partout des Allemands : dans les postes, les téléphones, les télégraphes, les chemins de fer, la police, etc...

Excusons-nous auprès de nos lecteurs de cette longue énumération des services italo-allemands dans l'armée rebelle. Mais n'était-elle nécessaire pour en montrer l'importance et permettre de comprendre pourquoi le général Franco attache un tel prix au maintien du *statu quo* en matière d'intervention étrangère ; et expliquer *ipso facto* le retard et l'ambiguïté de la réponse de Burgos à ce sujet, alors que le Gouvernement de Barcelone acceptait sans délai et sans embages le retrait total et sans conditions (1). Elle était surtout nécessaire, cette énumération, pour montrer dans les conclusions de la présente étude, les conséquences d'une gravité sans limite qu'elle entraînerait au cas où le droit de belligérance serait accordé à la Junta rebelle de Burgos.

LA SITUATION MILITAIRE

A l'heure où nous écrivons ces lignes la marche des troupes rebelles chaque jour s'accroît en direction de Barcelone. Lorsque paraîtra ce numéro des Cahiers le siège de la capitale catalane sera-t-il déjà effectif ? C'est une hypothèse qui ne peut hélas être écartée. Mais implique-t-elle de façon inéluctable l'écrasement de la République espagnole ? Nullement.

A travers l'Histoire, l'Espagne nous fournit maint exemple de sa puissance de résistance, de son obstination en regard de causes *a priori* sans issue. Aujourd'hui, grâce à leur foi inébranlable en la justice de leur cause, Catalans et Espagnols sont convaincus de pouvoir, encore une fois, retourner la chance à l'avantage de la partie républicaine. Loin d'amoindrir cette puissance morale, les sauvages bombardements des populations civiles par l'aviation italo-allemande ont fait naître chez les Républicains la réaction instinctive de l'homme contre la cruauté et l'injustice.

L'admirable résistance, constatée par tous les étrangers en Espagne, des armées Sarabia et Modesto, des groupes divisionnaires Lister et Campesino, tenant pied à pied le terrain de l'Ebre et du Segre au Llobregat prouve que les retraits nécessaires des troupes républicaines opposées à un ennemi dont la puissance d'armement dépasse le coefficient 8 pour l'artillerie et 25 pour l'aviation, n'a pas pour cela annihilé le potentiel résistance morale.

(1) Comme on s'en souvient, alors que la réponse du gouvernement républicain à la question de Londres parvint au *Foreign Office* dans la première semaine, Burgos ne mit pas moins de huit semaines avant de faire parvenir une réponse qui n'était en fait qu'une fin de non-recevoir.

Aussi, considérant les choses sous le jour de la plus sombre perspective, rien n'implique que même une rédition de Barcelone, succombant sous la mitraille et la misère totale, marque *ipso facto* la fin des hostilités.

Rien ne permet même d'assurer que la troisième année de cette affreuse guerre en soit la dernière.

La Catalogne, du Llobregat aux Pyrénées est un rude morceau à assimiler, et il faut mal connaître le rude peuple des régions de Gerone ou de Figuera, des vallées de Ripoll ou de Puigcerda pour penser que même la chute possible de leur capitale les réduirait.

Au demeurant, cessant de ne considérer le front que du point de vue de la Catalogne, jetons un regard sur la carte. Il suffit à nous convaincre que la zone de défense non encore entamée, zone hérissée de montagne, ne présente pas moins d'une distance qui, de Valence à Almeria, s'étend sur plus de 400 km., et qui, du Tage à la Méditerranée, en a plus de 300.

Dès lors, sans faire preuve d'exagéré optimisme, pouvons-nous rejoindre la thèse du lieutenant-colonel Roquette, déclarant le 23 janvier dernier après un séjour aux armées républicaines, « que la fin du terrible combat n'est pas encore en perspective ».

Quelles sont, d'autre part, au cours de l'offensive actuelle les pertes réciproques des adversaires. Le repli des deux armées républicaines de l'Est s'effectuant dans un ordre parfait, de l'avis même de tous les observateurs étrangers, la normale veut qu'elles aient dès lors bénéficié de la réduction de pertes, toujours moins sensibles pour la troupe assaillie que pour celle à l'initiative de l'offensive.

De ce point de vue les informations parvenues des deux camps sont d'ailleurs formelles. Tandis que l'afflux des blessés à Barcelone ne dépassa pas les prévisions en présence d'un choc concentrant sur les lignes loyales la totalité de l'armement adverse, les hôpitaux de l'arrière rebelle, de Saragosse en particulier, Tudela, Burgos, Saint-Sébastien ont été littéralement débordés. A l'hôpital de la Cité Universitaire entre autres, dans la capitale aragonaise, on dut coucher les blessés à même le sol faute de lits, voire de brancards ; une ambulance complémentaire fut en hâte organisée à l'Ecole militaire supérieure.

Par contre l'opération sur l'Estramadure s'est réalisée à peu près sans pertes pour les Républicains et il est évident qu'en ce qui concerne les troupes du Centre et du Sud-Ouest l'armée Miaja présente des effectifs sans réduction ni affaiblissement.

Dès lors, une situation critique pour l'armée Franco semble devoir suivre ses incontestables succès actuels territoriaux.

Ayant engagé la totalité de ses effectifs sur la Catalogne, le G.Q.G. de Franco et de ses alliés

va devoir en effectuer le regroupement. Leurs pertes, si nous nous en rapportons à des documents dignes de foi, ne manquent pas en effet d'être lourdes. C'est un fait qui ressort d'ailleurs du communiqué rebelle lors de l'évacuation de la rive gauche du Segre à Lerida, de la prise de Tarragone ou de Reuss, que les troupes républicaines, loin de se retirer sans combattre adoptaient tout au contraire la tactique du repli-offensif dont la base consiste à infliger de lourdes pertes à l'adversaire tout en gardant intact le gros de l'armée en repli.

Ainsi, dans le secteur du Segré, près de Pons, le premier bataillon phalangiste de la division en opération dans ce secteur subit, après ses trois attaques, 83 0/0 de pertes, réduisant ainsi son effectif de 800 à 50, alors que la brigade républicaine en présence perdait 90 hommes seulement, soit 4,50 0/0 de son effectif total.

D'autre part l'offensive brusquée du général Miaja en Estramadure, surprenant l'adversaire, a marqué dans les rangs de ce dernier des pertes si sensibles que lors de l'attaque des troupes républicaines contre Tozar le 3^e bataillon de Séville a été entièrement anéanti ; le 2^e régiment complètement décimé et des bataillons subissant des vides de 150 à 200 hommes, voire 250 pour le bataillon Laredo.

Enfin, avouant eux-mêmes l'importance de leurs pertes, les Italiens, annonçant le 19 janvier la mort sur le front du lieutenant-colonel Brezciano Carlo, commandant le 4^e groupe d'artillerie alpine, et la blessure reçue par le général Gambarà, commandant en chef du corps expéditionnaire italien, font suivre cette information (*Popolo d'Italia*) d'une impressionnante liste d'officiers morts sur le front catalan.

D'autre part encore, c'est le correspondant du *Front Légitime* écrivant qu'en un village, point névralgique du front, « les services sanitaires légionnaires durent faire des miracles pour s'acquitter de leur tâche, tant était considérable le nombre des blessés ».

Ainsi, et considérant la probable rédition de Barcelone, se pose pour Franco un problème de délicate solution : le regroupement des effectifs rebelles, la réorganisation d'effectifs aux unités amoindries, voire dispersés par la mort, les maladies — conséquences inéluctables des opérations hivernales, l'épuisement consécutif à une marche forcée d'un mois sur un front d'opérations.

LA BATAILLE DE DEMAIN

Or, comme il est dit ci-dessus, même la rédition de Barcelone ne saurait entraîner *ipso facto* la conquête catalane. Pour que celle-ci soit effective, chaque pouce de terrain devra selon toute vraisemblance être conquis point par point. Autrement

dit, ce n'est pas seulement l'armée Garcia Valino, opérant à l'extrême nord actuellement et qui n'a pu à ce jour encore atteindre la Seo d'Urgel au sud de la vallée andorane, qui devra continuer sa marche vers la pointe méditerranéenne frontrière de Port-Bou, coupant préalablement les rocaes ferroviaires ou routières françaises-espagnoles de Puigcerda et du Perthus, c'est aussi, — l'armée Yague étant retenue autour de Barcelone, — l'armée Solchaga qui devra avancer le long du littoral, tandis qu'une troisième colonne, pénétrant au cœur du pays catalan devra, village par village, conquérir la grande voie routière de Barcelone à la France par Gerone et Figuera d'une part ; Rippol, La Molina et Puigcerda d'autre part.

Comme on le voit, cette triple opération, étendue sur une longueur de 150 à 200 km., ne saurait être considérée avec trop d'optimisme par le G.Q.G. rebelle, compte tenu en outre des difficultés du terrain dans toute la zone pyrénéenne, et de la possibilité par cela même offerte aux Républicains d'entreprendre en cette région une sorte de guerillas modernisée, tactique où les Espagnols, on le sait, excellent de tous temps.

Ce faisant les armées rebelles ne devront pas perdre de vue le front d'Estramadure où, sans être aussi critique pour eux qu'ait pu l'être l'offensive du général Miaja, si celui-ci eut possédé le matériel nécessaire (1), un lourd danger n'en pèse pas moins sur tout le bassin minier Penaroya-Belmes-Espiel, sur la ligne Salamanque-Séville d'autre part, — ligne stratégique à 20 km aujourd'hui des retranchements républicains, — et enfin sur toute la poche allant de la sierra de los Santos au sud à Castuera au nord, poche où se trouvent aujourd'hui encerclés d'assez nombreuses troupes rebelles et un important matériel que Franco ne saurait abandonner, alors qu'un seul dégagement est offert à ces troupes, l'étroit couloir de 10 km. de large en direction de Cordoue, placé sous le tir des batteries républicaines en action sur les rives droite et gauche du rio Guadiaro.

Ajoutons à cela la reprise des opérations sur Sagunta (aujourd'hui, il est vrai, largement facilitées par la main-mise sur le rivage méditerranéen), puis le siège de Valence et celui de Madrid, ne nécessitant pas moins, ce dernier, considérant le périmètre de la capitale, de 130 à 150.000 hommes environ, telle est globalement exprimée la tâche des armées italo-allemandes et rebelles demain.

A telle tâche, le G.Q.G. rebelle peut-il faire face, avec les effectifs réduits par l'usure dont il dispose aujourd'hui. L'expectative semble peu vraisemblable encore que l'intervention étrangère en faveur des rebelles ne se soit jamais manifestée aussi active et désinvolte que depuis le retrait

(1) L'opération en Estramadure a été entreprise par les Républicains avec un strict minimum d'artillerie et sans un seul avion.

des volontaires républicains officiellement reconnu le 16 janvier dernier lors du rapport de la Commission militaire internationale, remis à la S.D.N. (1).

Toutefois, nous l'avons dit, l'usure est telle et la nécessité de brusquer les hostilités si nécessaire à Franco qu'il doit envisager connexement la série d'opérations précitées.

Est-il en état de le faire avec ces actuels effectifs réduits ? Sans hésiter, on peut répondre négativement. Et cela d'autant plus que le général Rojo possède très vraisemblablement dans l'armée républicaine de l'Est des troupes de réserves fraîches qui n'ont pu être mises en action faute de matériel de guerre, particulièrement artillerie de soutien d'infanterie.

LES EFFECTIFS REBELLES

Faisant abstraction des pertes susvisées et des renforts récemment parvenus de l'étranger, quelles sont donc les ressources-effectifs des rebelles ?

C'est une affirmation courante dans les milieux à la dévotion de Franco d'affirmer que celui-ci dispose d'une armée d'un million d'hommes environ.

A si fantaisiste déclaration, contentons-nous de sourire. Puis soucieux d'étayer nos affirmations sur des faits matériels, alignons ici le relevé exact du nombre de divisions sous les ordres de Burgos, demandant simplement à nos éventuels contradicteurs de bien vouloir nous indiquer exactement quelles divisions ils sont susceptibles d'ajouter à celles ci-dessous dénombrées :

V^e corps d'armée (Aragon), général Moscardo. — 50^e division (général Urrutia); 51^e division (général Harszo); 53^e division (général Addrados).

VI^e corps d'armée (Navarre), général Solchaga. — 61^e division (général Urrutetogoyena); 62^e division (général Sagardia); 64^e division (général Tella).

VII^e corps d'armée (Castille), général Varela.

(1) Dans le seul mois de janvier sont arrivés en zone conquise espagnole :

40 bombardiers italiens, venus de Sardaigne et débarqués à Cadix le 12 janvier ;

Le 20 janvier, le vapeur italien *Tarifa* procédait dans le même port au déchargement de sa cargaison, entièrement composée de matériel de guerre ;

Le 23 janvier, le navire allemand *Pasajes* de la Cie Oldenburg, mettait à quai dans le port espagnol dont il porte le nom, un chargement entier de caisses contenant des avions en pièces détachées, consignées par M. Alfred Giese, représentant à Salamanque de fabriques allemandes de matériel de guerre ;

D'autre part, quotidiennement arrivent à Cadix, 4 à 5 vapeurs italiens escortés de destroyers italiens chargés de troupes de relève, de chars de combat, de canons de campagne et de bombes.

— 70^e division (général Lafuente); 72^e division (général Delgrado-Serano); 74^e division (gl X.);

VIII^e corps d'armée (Galicia), général Aranda. — 63^e division (général Camillo Alonso Vega); 83^e division (général Martin Alonso); 82^e et 84^e divisions (généraux X...);

Corps Garcia Valino. — 60^e division (général Garcia Navarro); 80^e division (gl X...); division mixte des « Flèches noires (général italien Roatta);

Corps marocain (général Vague). — Division maure (général Yague); 16^e division (général Juan Bautista Sanchez); division mixte (général Munoz Grande);

Division indépendante du général Garcia Escamez;

Division de cavalerie du général Monasterio;

Armée du Sud du général Queipo de Llano de la valeur de 2 divisions;

Armée du Centre (Madrid) de la valeur de 2 divisions d'occupation;

Corps de débarquement italien : division flèches bleues; division Littorio; division XIII de Marzio et nouvelle division des flèches vertes.

Soit au total : 23 divisions espagnoles de 9.000 hommes (effectif reconnu desdites divisions), plus 17.000 hommes (effectif de la division mixte des « Flèches noires »), plus 30.500 (effectifs en ligne et en situation de relève des 4 divisions italiennes, étant bien entendu que les troupes d'occupation intérieure mussoliniennes ne sauraient être comprises dans ce relevé, puisque non combattantes); plus 8.000 hommes de la Légion Condor allemande; chiffres auxquels il convient d'ajouter 800 hommes environ de la Légion portugaise et 200 hommes de la « Légion Jeanne d'Arc » (1).

D'où, en tout et pour tout : 263.500 hommes (aviation non comprise).

Nécessité du droit de belligérance réclamé par Franco

Une fois de plus, Franco va donc, en dépit de son indéniable succès militaire, devoir faire appel à l'intervention étrangère.

Lever de nouvelles classes en zone rebelle est en effet devenue tentative impossible pour le dictateur de Burgos n'arrivant plus à maintenir l'ordre dans la zone rebelle que par des mesures de

(1) La Légion Jeanne d'Arc, constituée sous l'égide de partis d'extrême-droite français, sur le territoire français ne put réussir à grouper plus de 200 volontaires (?) qui, sans cesse exposés au feu le plus violent ne compte pas plus aujourd'hui d'une vingtaine de Français, 90 % des pertes ayant été compensées par des éléments espagnols. Cette légion ne constitue donc plus qu'un nom à prétentions symboliques.

police d'une inimaginable rigueur, des procédés voisins de l'inquisition (1).

Le dernier appel de classe est de ce point de vue significatif : près de 50 % des hommes appelés n'ont pas répondu à l'ordre donné, se réfugiant dans la zone pyrénéenne, puis s'efforçant à franchir la frontière où chaque jour à présent voit en nos postes frontières de Béohobie, des Aldudes et de Saire l'arrivée de nouveaux rescapés du fascisme espagnol.

Dans la région des Asturies, la proportion des insoumis est encore plus importante et atteint 80 % ! Quatre-vingts pour cent d'hommes préférant se réfugier dans la montagne d'Oviedo, où ils ont rejoint de véritables tribus d'insoumis (on estime à plus de 15.000 le nombre de ceux-ci) que se soumettre à la loi militaire édictée par Franco.

En outre, la *Junta* de Burgos n'ignore pas le danger que lui ferait courir un recrutement « non sélectionné », car s'il est exact que nombre de cités importantes comptent encore de nombreux civils en âge et en état de porter les armes, leur levée sans discernement aurait pour première conséquence un accroissement des effectifs adverses dès le premier engagement sur le front, la plupart de ces hommes n'attendant qu'une occasion favorable pour passer dans le camp barcelonais.

Car c'est là un fait dont se doivent convaincre nos *franquistes* de France : si Franco a réussi par la force à conquérir le terrain, il n'a nullement réussi à conquérir les cœurs, à captiver les esprits. Et il le sait si bien que les exécutions destinées à « purifier » (*sic*) le pays n'ont jamais cessé en zone rebelle tant y est redoutée l'expectative d'un plébiscite.

Veut-on quelques chiffres à l'appui de cette affirmation :

Au pays basque, 20.000 personnes ont été passées par les armes sur l'ordre du Gouvernement de Burgos, la répression n'épargnant ni les femmes, ni les prêtres, lors de la prise de Bilbao.

Dès le début de la révolution, 3.000 républicains étaient massacrés en Navarre ; 2.000 dans le Guipuzcoa, après la chute d'Irun et Saint-Sébastien ; 2.500 en Biscaye (2).

(1) Depuis la révolte de Pampelune, mai 1938, nul n'est admis à quitter la ville, le village ou la bourgade siège de sa résidence sans un *salvoconducto* valable pour 12 jours seulement et dont l'obtention, dépendant uniquement du sinistre Torquemada qu'est le ministre de la police Martínez Anido, demande 8 jours au moins ; dans certaines villes de garnison : Saragosse, Burgos, Huesca, etc., toute personne du sexe féminin surprise en conversation avec un officier ou homme de troupe dont elle n'est ni la mère, ni l'épouse, ni la sœur est arrêtée et à les cheveux rasés « à titre de premier avertissement ». Ces mesures draconiennes ont pour but de refréner l'espionnage au profit de l'armée républicaine, de la population civile de la zone rebelle de plus en plus hostile au régime totalitaire de Burgos.

(2) Rapport de Mr. John Prendergast, gradé de l'Université de Dublin ; articles de l'avocat belge André Hoornaert dans la « Libre Belgique », journal existant favorable pourtant aux rebelles.

Dans les Asturies : certaines régions, celles d'Oviedo, de Santander et de Gijon en particulier, sont aux trois quarts dépeuplées tant, dès la chute de cette province, les exécutions y furent nombreuses, prenant l'aspect d'un véritable massacre, et les arrestations massives.

Et malgré cela, les exécutions continuent à une cadence affolante ; rien que dans le mois de juillet 1938 et pour la seule ville d'Oviedo, plus de huit cents malheureux, détenus dans les geôles franquistes depuis la chute des Asturies, ont été fusillés après avoir été abominablement martyrisés. Parmi eux figurait un jeune médecin dont le seul crime fut d'être israélite.

Au mois de mai dernier, la révolte de Pampelune a été prétexte à des exécutions massives dépassant le chiffre effroyable de 621 personnes en huit jours.

Dans le courant du mois de septembre de cette présente année, les rares voyageurs rentrant d'Espagne rebelle affirmaient que la révolte venait d'éclater à Saint-Sébastien, où la fusillade se faisait entendre. En fait, il s'agissait d'exécutions sommaires dans la forteresse où plus de 300 personnes furent alors fusillées (1).

Et cela continue... hélas !

Comme on le voit, la levée des classes mobilisables, effective en Espagne républicaine, devient chose à peu près impossible aujourd'hui en zone rebelle.

Qu'il le veuille ou non, les faits précités rendent donc Franco le vassal de l'Italie et de l'Allemagne, sans les contingents de qui il n'occuperait pas aujourd'hui ces quatorze-vingtième du territoire de la République espagnole et sans l'appui de qui toute victoire importante lui eût été impossible.

Aussi, et pour ces raisons, peut-on tenir pour certain que de nouvelles intrigues seront menées à Londres et à Paris par les agents de Franco, en vue de l'obtention de ce droit, droit, nous le répétons, qui n'a pas d'autre but qu'obtenir une plus large coopération en matière d'intervention étrangère et cela en escomptant une fois de plus la faiblesse des démocraties européennes, alors que de récents succès rendent le chef rebelle et ses complices italo-allemands plus superbes d'insolence encore.

Pour cette tâche, Burgos, *Junta rebelle*, non reconnue par le Gouvernement français, n'en possède pas moins, grâce à la mansuétude quelque peu exagérée en l'espèce des démocraties anglaise et française, de parfaites organisations à Londres et sur notre territoire. Les villas *Natcho Enea* et *La Chaumière*, à St-Jean-de-Luz sont, de ce

(1) Il s'agissait de réprimer un des actes de sabotage de plus en plus nombreux depuis 8 mois en zone rebelle. Les de servir un régime qu'ils exècrent, des ouvriers du Guipuzcoa avaient « saboté » les centrales d'eau et d'électricité dont Saint-Sébastien, Tolosa et différentes petites villes de la région furent privées pendant trois jours.

point de vue, celle-ci un véritable ministère de la propagande, celle-là une ambassade jouissant d'un rare privilège. En effet, alors que Franco s'arroge fréquemment le droit de fermer la frontière d'Hendaye (1), ses représentants passent journellement cette même frontière.

Pourtant, la tâche de ces agents, dédaignables salariés, serait sans fondement sérieux s'ils ne trouvaient un terrain de propagande en des milieux français et anglais, belges aussi, parfaitement honnêtes parfois, comme le reconnaît avec sa loyauté habituelle Emile Buré traitant de la présente question dans « L'Ordre » (2), mais milieux ignorant souvent la question quant à son fond. Voyons donc, après cet exposé général des conditions régissant les faits matériels, quelles seraient les conséquences du droit de belligérance accordé à Franco.

QUI DIT « DROIT DE BELLIGERANCE POUR FRANCO » DIT « CONFLIT EUROPEEN »

Etant posé, dès les premières lignes de cette étude, le principe arrêté de ne pas discuter le point de vue droit international, lequel ne peut donner lieu qu'à controverses de mauvaise foi, un fait matériel est établi : la valeur de l'intervention italo-allemande représente les 8/10 du potentiel guerrier de l'armée rebelle. Aussi, quelle que soit l'issue des opérations, une victoire de Franco ne saurait être en fait que celle de l'étranger.

Dès lors, toute hypothèse d'accord du droit de belligérance subordonné au retrait des troupes étrangères doit être écartée.

Tel apparaît le principe essentiel régissant la question.

Celui-ci admis, Franco fort du droit consenti, libre *ipso facto* de recourir à des forces militaires et maritimes étrangères, la plus élémentaire logique contraint à reconnaître la transformation *de jure* de la guerre civile espagnole en un conflit régulier opposant l'Allemagne, l'Italie et une fraction du peuple espagnol au Gouvernement régulier de la République espagnole.

Dès ce moment, quelle force internationale — voire le pacte de Genève devenu inopérant en l'espèce — oserait-elle prétendre empêcher le Gouvernement républicain de répondre aux bombardements aériens de ses villes ouvertes par le bombardement de la côte méditerranéenne italienne, expectative rendue parfaitement admissible par la puissance des appareils aujourd'hui aux mains des gouvernementaux.

N'est-ce dès lors le conflit européen irrémédia-

blement déchaîné ? Et cela dans des conditions d'autant plus tragiques pour la France que l'Allemagne et l'Italie possèdent en Espagne une base stratégique d'incalculable valeur. Qu'on nous permette en effet de sourire aux affirmations du général Franco, lorsque, visiblement — et logiquement — affolé, lors de la récente tension européenne, il s'engageait à demeurer dans une neutralité absolue en cas de conflit européen. La réalité rend par trop platonique cette belle déclaration. Réduit à la vassalité par l'Allemagne et l'Italie, Franco ne saurait échapper au triangle Berlin-Rome-Burgos qu'en emprisonnant ses états-majors et ses troupes étrangères en un camp de concentration, en remplaçant dans ses usines et ses industries de guerre les ingénieurs allemands par du personnel espagnol. Or, s'il est en état de le faire, que ne les renvoie-t-il déjà, lui qui va affirmant une totale indépendance future, toujours future ?...

Et ce n'est pourtant là qu'une partie de la question. Une deuxième se pose, et, pour surprenante *a priori* trouve son origine dans les faits : A qui accorder le droit de belligérance ? Au général Franco ? A la Junta de Burgos ?

Mais l'un et l'autre ont déjà perdu les trois quarts de leur crédit en zone rebelle. Les partis sur lesquels ils s'appuient sont en désaccord si flagrant qu'il y a moins de différence aujourd'hui entre un phalangiste (résolument syndicaliste) et un adhérent de la C.N.T. qu'entre ce même phalangiste et un carliste (obstinément enraciné dans ses principes de traditionalisme monarchique (1)).

Continuant l'examen du « Département politique » de Franco, sur quelles autres forces se peut-il appuyer ?

Les monarchistes alphonseurs ? Leur désaccord est tel avec Burgos que, lors du récent décès de l'Infant de Bourbon, les organes de la presse franquiste n'ont pas consacré dix lignes à cet événement, traité par eux, à peu de chose près, comme vulgaire fait divers.

Le peuple ? Mais la population rurale et ouvrière est farouchement hostile à Burgos dans toute l'étendue de l'Aragon, du Pays basque, de la côte océane, des Asturies et de la Galicie. En Navarre, ce même peuple dominé par le carlisme, accepte de moins en moins l'autorité de Burgos qu'il prétend dominé par l'influence phalangiste et l'esprit syndicaliste né des doctrines de Jose Primo de Rivera. En Andalousie ? Mais les gens de Séville et des campagnes, lorsqu'ils ne sont républicains, ne veulent plus reconnaître d'autre autorité que celle du général Queipo de Llano établi en dictateur, autonome de Burgos, dans cette province méridionale. Le fait est si exact que lors de l'offensive en Estramadure, de

(1) Au mois d'août dernier le vice-consul de France à Saint-Sébastien se vit refuser par les autorités d'Irun le droit d'entrée en France.

(2) « Assez de diplomatie secrète », L'Ordre, 10 décembre 1938.

(1) En fait, seule la question confessionnelle, aujourd'hui inexistante par suite du rétablissement de la liberté culturelle en Espagne républicaine, divisait syndicalistes de la C.N.T. des syndicalistes phalangistes.

toute part. En la région les paysans apportèrent leur aide aux troupes de Miaja.

Qui, d'autre part, saurait logiquement nier l'exode des populations catalanes, vers la frontière franco-catalane, préférant courir le risque des attaques aériennes, affronter la vie douloureuse des réfugiés que se soumettre à la férule de Franco, du général Hongria, successeur de Martinez Anido, chef de la police de répression en Catalogne.

Parallèlement à cela, y a-t-il unité individuelle et d'ensemble entre les membres de la Junta de Burgos, entre les généraux du haut commandement ? Non seulement il n'y a plus unité, mais le désaccord va chaque jour s'affirmant plus grave.

En veut-on des preuves ?

C'est une véritable guerre que s'étaient déclarés le ministre de l'Intérieur Suner et celui de la police Martinez Anido, guerre où l'un des deux devait fatalement succomber si la mort n'était venue en aide à Franco, emportant en des circonstances encore mystérieuses le chef suprême de la police.

Le général Queipo de Llano ne répond même plus aux convocations de Burgos ; le général Solchaga, à deux reprises différentes, a tenté de s'emparer du pouvoir en Navarre et cela à son seul profit. Les généraux Aranda et Varella sont séparés par de si profonds différends que toute coopération militaire entre eux doit être écartée de l'idée de l'Etat-major central. Le général Yague ? Visiblement désireux, depuis son discours prononcé à l'insu de Burgos en avril dernier, de provoquer un rapprochement avec l'Espagne républicaine par l'intermédiaire des Phalanges, il est tenu en dépit de ses deux succès militaires (marche sur l'Aragon en avril 1938, marche actuelle sur Barcelone) comme des plus suspects à Burgos.

Que va-t-il à peu près fatalement résulter de cet état de faits ? Que la Junta de Burgos appuyée non sur une constitution nationale, mais sur un ensemble de lois — très superficiellement codifiées — et élaborées *par elle seule pour son propre usage*, risque fort d'être renversée et remplacée par une autre junta rebelle de Pampelune, de Séville, de Valladolid ou autres lieux, d'où sera exclu le chef de la Junta actuelle de Burgos, et cela au lendemain même, peut-être, du droit de belligérance qu'on lui aurait si gratuitement accordé.

Or les succès militaires actuels de Franco ne

sauraient être du point de vue de cet état de choses politiques qu'un simple répit. Arriverait-il à écraser totalement les Républicains, le chef de la junta de Burgos ne saurait créer une unité politique dans une nouvelle Espagne divisée en partis aux conceptions politiques totalement différentes. En un mot, susceptible il se peut, de gagner la guerre, Franco est dans l'impossibilité d'établir la paix.

Devra-t-on alors reporter sur cette autre junta, dont les théories, les principes risquent fort d'être différents de ceux actuellement en usage à Burgos et qui n'aura même pas eu le temps d'élaborer un semblant de constitution, dont le principe d'existence ne reposera, comme pour celle de Franco, que sur la réussite d'une action de surprise, devra-t-on reporter sur elle le crédit accordé à la première. Et dans cet état d'instabilité, où s'arrêteront les choses ? Ne perçoit-on dans quel imbroglio se trouveraient alors placées et l'Angleterre et la France ?

Cessons donc de percevoir l'avenir sous une forme toute superficielle née de sentiments idéologiques. L'intérêt de l'Europe, de l'Angleterre et de la France en particulier réclame l'instauration en Espagne d'un régime politique solide et stable. Rien dans le présent ni dans l'avenir ne permet en l'occurrence de faire crédit au général Franco. Même une victoire par les armes ne saurait établir une situation politique intérieure stable pour lui ; des milliers de familles de la zone rebelle n'oublieront jamais l'assassinat d'un des leurs, à Barcelone, à Valence, à Madrid et maints autres hélas ! villes et villages martyrs par les bombes des Savoia et des Junkers.

Au résumé, prêter la main à Franco, c'est non seulement le plus sûr moyen de précipiter l'Europe dans le conflit si redouté ; c'est aussi, pour la France la certitude de nous faire d'un peuple voisin, qui subit ou combat avec un courage surhumain le joug du fascisme international, un ennemi définitif.

Prêter la main à celui qui, par les bombardements aériens de la population civile, le massacre de femmes et d'enfants, par la famine aussi essaie de réduire par ces moyens atroces ce qu'il ne put obtenir par la force, ce n'est pas seulement une ignominie, c'est par trop trahir l'intérêt, l'avenir de la France, des démocraties européennes, cet avenir qui n'est autre que celui de l'Humanité toute entière.

Gabriel BRAVARD.

L'ACTION DE LA LIGUE POUR LA PAIX

Les principes

Par Paul LANGEVIN

Il me paraît utile, pour orienter l'action de la Ligue en faveur de la Paix, de rappeler ici les principes dont cette action doit s'inspirer et qui peuvent nous aider à résoudre les angoissants et difficiles problèmes posés par les circonstances actuelles. L'attitude que nous impose en ce moment l'acceptation de ces principes ne fait pour moi aucun doute et je la crois profondément conforme aux traditions de clairvoyance et de courage qui sont l'honneur de notre Ligue.

Il me paraît tout d'abord évident que *la construction de la Paix est l'aboutissement nécessaire de l'évolution des sociétés humaines*, et ceci par application des mêmes lois biologiques qui, depuis l'origine de la vie, ont régi son développement et déterminé son enrichissement progressif.

Il est faux que, comme voudraient le faire croire les partisans de la guerre éternelle, la lutte pour la vie soit le principe fondamental de l'évolution. *La lutte* ne peut que détruire, faire éventuellement disparaître des formes de vie, mais *n'a jamais rien su créer*. L'apparition de formes nouvelles, plus complexes et plus riches, n'a jamais résulté que du processus opposé à celui de la lutte, celui de l'association, de la symbiose, de l'entraide à partir d'êtres primitivement identiques et isolés entre lesquels s'établissaient des liens de solidarité, de collaboration, avec division du travail et différenciation de plus en plus marquée, chacun apportant sa contribution à la vie commune pour le plus grand bien et l'enrichissement de tous.

C'est ainsi que les éléments primordiaux de la vie, ceux que le microscope n'arrive pas encore à séparer et qui persistent aujourd'hui à l'état isolé ou sauvage dans les virus filtrants ou les bactériophages, se sont associés pour constituer la cellule déjà hautement différenciée avec son protoplasme, son noyau et ses chromosomes, que les cellules se sont unies par nombres croissants jusqu'à des milliards dans les êtres supérieurs où le système nerveux et les fonctions mentales se sont progressivement développées jusqu'à l'homme, que les individus humains ont constitué des groupes, tribus, cités, nations, de plus en plus complexes et différenciés, jusqu'à l'étape actuelle, où les nations, de plus en plus proches et solidaires du fait de la science, doivent, en vertu de la même loi, s'unir pour donner naissance à l'humanité de demain, riche de la diversité des individus comme des groupes qui la composeront.

Ainsi, la Paix apparaît à la fois comme nécessaire et comme possible.

Possible entre les nations, puisque l'expérience et les souffrances du passé l'ont réalisée, ou à peu près, entre les individus qui composent chaque nation. L'emploi de la violence a été à peu près complètement éliminé dans le règlement des difficultés entre individus au sein de la nation. Les règles de la morale et les principes de la justice ont été imposés par l'expérience comme indispensables au maintien de la vie collective. La paix s'est établie entre les individus d'abord, puis entre des groupes de plus en plus importants, cités, cantons, provinces, Etats, par application des mêmes règles fondamentales. Une même morale et une même justice doivent s'imposer et prévaloir à tous les degrés de l'évolution humaine, c'est-à-dire à toutes les étapes; de plus en plus conscientes, du développement de la vie. Cette morale et cette justice sont celles qui prévaudront dans le règlement des rapports entre les nations, c'est-à-dire dans l'organisation de la Paix qui doit être l'œuvre des générations actuelles.

Deux principes essentiels sont à la base de cette morale et de cette justice : *solidarité entre les constituants* pour assurer la vie du groupe et *respect de la personnalité* pour assurer le libre développement de chacun et l'enrichissement réciproque de tous.

Chaque étape nouvelle du développement de la vie représente ainsi la construction difficile d'un être nouveau à partir d'êtres plus simples avec adaptation de chacun de ceux-ci à la vie collective, et de l'être collectif aux besoins de chacun de ses composants.

Ce perpétuel enfantement que représente le développement de la vie exige, particulièrement aux époques de transformation rapide comme la nôtre, pour l'élaboration et pour la protection des formes nouvelles de vie, *des efforts pouvant aller jusqu'au sacrifice*.

Tout au long de l'histoire des hommes se développe sans interruption le solide tissu construit par de semblables gestes de solidarité dont les plus obscurs ne sont pas les moins grands. On ne saurait trop affirmer que *si nos ancêtres, lointains ou proches, avaient procédé comme certains le préconisent* et comme notre pays semble vouloir le faire depuis quelques années, *s'ils ne s'étaient pas unis devant le danger et avaient attendu pour reconnaître, prévenir ou affronter celui-ci qu'il les concerne ou les atteigne personnellement, il est probable qu'aucun de nous n'existerait et encore moins notre civilisation*.

De ces leçons du passé, de ces lois générales du développement de la vie, se dégage la manière dont nous devons procéder pour construire la Paix.

La comparaison entre le cas des individus et celui des collectivités, l'affirmation qu'une seule et même morale est imposée par l'expérience dans un cas comme dans l'autre, sont entièrement valables ici. C'est par le *développement des liens de solidarité entre les nations et de leur collaboration dans tous les ordres de l'activité humaine* que l'organisme nouveau pourra se constituer et prendre conscience de lui-même. Les nouvelles possibilités de communication et de transport fournies par la technique, l'inégale répartition des matières premières de plus en plus nécessaires à la vie de tous, nous apportent des facilités et des incitations toutes puissantes pour le développement de ces liens.

Et cependant, malgré toutes ces raisons de s'unir et toutes ces facilités nouvelles pour y parvenir, nous voyons les nations tendre à se fermer de plus en plus sur elles-mêmes, à retourner vers l'état primitif et sauvage des relations internationales dont elles avaient à peine commencé de sortir, en même temps que se développent la défiance réciproque, l'emploi et même l'éloge systématiques de la violence, le mépris des engagements les plus solennels, les doctrines préconisant l'égoïsme de l'individu, de la classe, de la race ou de la nation pour aboutir à la régression matérielle, intellectuelle et morale qui menace notre culture et notre civilisation. Et ainsi, *malgré d'héroïques résistances et d'inlassables dévouements, chaque jour voit s'augmenter au delà de toute mesure l'audace et la cruauté des violents, la misère et les souffrances d'innocentes victimes.*

Tant et de crise de douleur s'élevèrent en ce moment dans le monde que la vie devient insupportable à ceux qui ne s'interdisent pas de les entendre. Et cependant, l'humanité possède, au point où en est actuellement la technique, les moyens d'assurer à tous une existence heureuse et libre...

Il y a là une situation dangereuse, *une véritable crise du progrès humain* due à la puissance même de nos moyens d'action qu'il est plus facile d'utiliser pour nuire que pour servir, à un déséquilibre entre notre pouvoir nouveau de domination des forces naturelles et notre aptitude à les mettre au service de tous, à un retard de la justice sur la science, du développement moral sur le développement intellectuel et matériel de l'humanité. Nous sommes en plein cercle vicieux et en pleine instabilité, puisque *la crainte et la défiance engendrent l'isolement*, et que celui-ci, brisant les liens de solidarité et supprimant les contacts nécessaires à la vie collective, *ne fait qu'augmenter la mésintelligence et préparer les conflits.*

Nous voulons tous en finir avec cette situation, comme nous voulons tous éviter la guerre générale qui semble devoir en résulter et dont la menace s'exprime avec une précision croissante

par la bouche des violents, **comme nous voulons aussi que se terminent au plus vite et dans un sens conforme à la justice, les abominables agressions dont l'Espagne et la Chine sont actuellement les victimes.**

* * *

Il faut tout d'abord écarter comme ne résolvant rien, ainsi que les événements se chargent de nous le démontrer, *la fausse solution de faiblesse qui consiste, pour avoir la paix, à céder sans fin à des exigences toujours plus grandes* jusqu'à l'acceptation de la servitude avec tout ce qu'elle représente de misère morale et de dégradation. A moins que les esclaves ne perdent tout respect d'eux-mêmes et toute dignité humaine en acceptant de se considérer comme d'espèce inférieure, puisque la justice n'a de sens qu'au sein d'une même espèce, *cette solution de la servitude ne peut pas être stable.* Les maîtres sont fatalement conduits à abuser de leur pouvoir et à provoquer des réactions d'autant plus violentes que la pression des ressentiments accumulés est plus grande. Le bétail seul, sauf exception, ne se révolte pas. *La question essentielle est de savoir si nous devons renoncer à l'unité de l'espèce humaine, et à ce que cette unité, dans sa diversité, comporte de promesses d'avenir par le libre développement des possibilités de tous.*

Cette unité de l'espèce, admise depuis tant de siècles et profondément inscrite au cœur de tous les hommes libres et fraternels, démontrée par la fécondité des rencontres entre les éléments divers qui la composent, impose **une seule solution stable et féconde** aux difficultés actuelles, la solution conforme à la ligne générale du développement de la vie et qui la prolonge, **celle de l'association d'individus ou de groupes humains égaux en droits et libres**, quoique solidaires et parce que solidaires.

Cela ne peut être obtenu que si les hommes ou les groupes de bonne volonté mettent leurs efforts en commun pour enrichir leur vie commune grâce à la diversité de leurs aptitudes et pour assurer leur sécurité collective, décidés, comme le furent nos ancêtres, à construire la société humaine et à la défendre contre les dangers de tous ordres qui peuvent la menacer.

Plus importante et plus cohérente sera l'unité ainsi constituée et mieux elle fera bouler de neige en attirant vers elle ceux qui, par égoïsme ou par esprit de domination se seront tenus à l'écart ou même dressés contre elle.

Imaginez qu'ainsi se constituèrent les premières sociétés humaines par l'union des hommes de bonne volonté dans leur intérêt commun et pour tenir en respect les mauvais garçons, qu'ainsi se dégagèrent les règles de morale et de justice valables aujourd'hui entre les nations.

Le danger de la guerre est particulièrement grand en ce moment parce que *l'esprit de solidarité internationale est insuffisamment développé*, soit pour construire une véritable société humaine sur le plan économique comme sur celui de la cul-

ture qui lui est étroitement lié, soit pour protéger la société naissante et fragile comme toute forme nouvelle de vie, contre la violence et les entreprises de domination.

Il faut développer cet esprit de solidarité, multiplier les liens de toute nature entre les nations, organiser entre elles des réunions ou conférences ouvertes à toutes pour y étudier, sur le pied d'égalité et à l'abri de toute menace, les problèmes communs et y rechercher les solutions communes.

Seule, cette voie peut conduire à la paix que nous voulons tous ; elle exige une double activité, constructive et défensive ; l'importance relative de ces deux aspects dépend des circonstances et peut varier d'un moment à l'autre. Au cours des années qui ont suivi la guerre, alors que la Société des Nations n'avait pas encore déçu les espoirs mis en elle, et que la possibilité d'une volonté de paix commune à tous les peuples semblait prochaine, beaucoup d'entre nous, tout en dénonçant les injustices et les dangers de la situation internationale issue de la guerre, s'efforçaient d'intensifier la volonté de paix en insistant sur l'effroyable danger d'un conflit nouveau qui utiliserait pour détruire et pour nuire le progrès technique mis au service des hommes pour enrichir la vie et pour leur permettre de construire une société meilleure.

Mais en agissant ainsi, nous n'avons jamais pensé ni voulu dire que la conscience du danger doit impliquer la fuite devant le danger ni le lâche abandon du voisin menacé ou sacrifié, après que notre tour viendra d'autant plus sûrement que nous aurons renoncé à cette solidarité sans la-

quelle aucune vie collective n'est possible et que notre faiblesse aura encouragé les perturbateurs en leur permettant de faciles opérations successives.

Le danger disparaît seulement lorsqu'on le regarde en face et s'il est vrai, comme j'ai eu l'occasion de le dire autrefois, que la préparation de la guerre, même défensive, est déjà l'acceptation de la guerre, le fait de ne pas se montrer disposé à reculer indéfiniment devant des menaces accrues par nos faiblesses passées, peut devenir le seul moyen de faire reculer la guerre, le seul moyen d'éviter à la fois la servitude et la guerre.

L'application de ces principes à la situation présente de notre pays et d'un monde en proie à la violence et en danger de régression vers la barbarie, m'apparaît comme évidente.

Pour construire la Paix, c'est-à-dire la seule forme stable et riche de vie collective entre les hommes comme entre les nations, celle qui repose sur l'égalité et la liberté, le respect de chacun pour tous et de tous pour chacun, il faut rendre effective l'union des pays dans lesquels ces principes sont acceptés, sinon complètement appliqués, et, tout en étant prêts à défendre solidairement cette forme nouvelle et précieuse de vie collective contre la menace et la violence, la laisser ouverte à tous pour aboutir à la grande Humanité, dont la venue est certaine, mais dans un avenir qui dépend essentiellement des efforts et du courage de tous et de chacun.

Paul LANGEVIN.

L'action pratique

Par Emile KAHN et Marius MOUTET

Tous les Français le sentent : la paix et la France sont en danger.

D'où vient le danger ?

Le danger vient du fait que la guerre sévit à travers le monde. On se bat en Chine, on se bat en Espagne. Or, toute guerre locale peut, à tout moment, devenir générale. Comment mettre la France à l'abri de cette contagion ?

Les agresseurs sont des Etats autoritaires, animés à la fois d'ambitions territoriales et politiques. Ambitions territoriales : étendre leur empire, le Japon sur l'Asie orientale, l'Italie sur la Méditerranée, l'Allemagne sur la majeure partie de l'Europe. Ambition politique : faire disparaître les démocraties et les remplacer par des dictatures fascistes et racistes. Comment mettre la France à l'abri de ces visées et du danger de guerre qui en résulte ?

Trois attitudes sont concevables : le refus pur et simple, la soumission, la négociation.

Car il est une solution que la Ligue des Droits de l'Homme refuse d'admettre : LA GUERRE PREVENTIVE. Cette attitude, personne en France ne la propose ou ne l'accepte : tous les Français ont horreur de la guerre et pensent que tous les efforts doivent être faits jusqu'au dernier moment, pour l'écarter.

Le refus pur et simple ? Il ne résout aucun problème et il implique le recours à la force.

La soumission ? Cette attitude, qui a ses partisans, ne garantit pas la paix. La preuve est faite par Munich.

A Munich, les gouvernements de France et d'Angleterre, en se résignant au démembrement de la Tchécoslovaquie et à la domination de l'Alle-

magne sur l'Europe centrale, prétendaient assurer la paix de l'Europe pour une génération. *Quatre mois après Munich*, les prétentions italiennes, soutenues par l'Allemagne, mettent de nouveau la paix en péril — et, l'Allemagne étant devenue plus redoutable et la France plus vulnérable, *le péril est plus grand qu'avant Munich*.

Quatre mois après Munich, Allemands et Italiens, se ruant sur la Catalogne, tentent d'en finir avec la résistance républicaine en Espagne. Alors la France, encerclée sur terre et atteinte dans ses communications maritimes, sera sommée, comme l'Espagne, d'accepter la domination fasciste.

Se soumettre, en effet, c'est se résigner non seulement à la mutilation du territoire, mais à l'installation en France d'un régime analogue au fascisme. **Quel républicain pourrait l'accepter ?**

La négociation ? Elle peut, à la fois, préserver la paix et notre indépendance. Son rôle est d'empêcher que les différends internationaux ne s'aggravent au point de ne laisser d'autre issue que le refus, avec tous ses risques, ou la capitulation, avec tous ses abandons. *Tous les Français qui ne veulent sacrifier ni la liberté ni la paix sont partisans de la négociation*. Mais il y a plusieurs manières de négocier, et toutes ne sont pas efficaces.

Vers une conférence internationale

Une première forme de négociation est la *négo-ciation en tête-à-tête* avec l'Allemagne ou l'Italie. Elle a été pratiquée par l'Autriche en juillet 1936, par la France en décembre 1938 : chaque fois, *elle a donné des résultats décevants*.

En 1936, les accords négociés par l'Autriche avec l'Allemagne promettaient le respect de l'indépendance autrichienne : moins de deux ans plus tard, l'Allemagne annexait l'Autriche. En 1938, l'accord Bonnet-Ribbentrop promettait à la France l'amitié allemande : l'encre n'était pas encore sèche que l'Allemagne menaçait la France de son hostilité si elle ne cédait pas aux exigences italiennes. **Le tête-à-tête est une duperie.**

Une seconde forme de négociation est la *conférence à quatre*, sur le modèle de Munich. Chaque fois que deux gouvernements qui redoutent la guerre se réunissent en conférence avec deux autres qui la préparent, les premiers cèdent sous la menace. **La conférence à quatre mène les États pacifistes à la capitulation.**

Reste la *conférence générale, dite Conférence internationale*. C'est elle que, dans son message à Hitler, le président Roosevelt recommandait pour l'affaire tchécoslovaque, et il est bien dommage qu'on ne l'ait pas suivie, car elle permettait de *maintenir la paix sans sacrifier la justice*.

C'est une telle Conférence qui devrait assurer aujourd'hui la paix, mais il est indispensable :

1° *Qu'elle ait pour but essentiel l'organisation de la paix désarmée ;*

2° *Que tous les peuples intéressés y soient admis*

(afin qu'on ne puisse plus, comme à Munich, disposer d'eux sans les entendre);

3° *Que tous les problèmes irritants y soient discutés et résolus* (afin que les concessions ne soient pas exigées seulement des États démocratiques) ;

Elle devrait être, en outre, *précédée d'un commencement de désarmement général* (afin que les négociateurs ne soient pas intimidés, comme à Munich, par la menace de recourir aux armes).

Mais ces conditions, les États fascistes ne les accepteront pas volontiers : comment les y décider et créer l'atmosphère favorable à la Conférence internationale ?

Le grand obstacle à la paix

Certains pacifistes, afin de rendre la Conférence internationale attrayante pour les États fascistes, proposent d'y organiser la *coopération économique entre les États*.

Cette coopération est profondément souhaitable. *Elle devra se faire pour que le monde vive en paix*. C'est pourquoi la *Ligue des Droits de l'Homme, au nom de la justice comme au nom de la paix, réclame depuis longtemps la coopération internationale*.

Mais, pour l'établir, il faut que tous l'acceptent. *Jusqu'à présent, les États fascistes n'en veulent pas : deux fois, Hitler l'a repoussée.*

Les États fascistes ne consentent pas à sortir de l'isolement économique (*autarcie*), parce que *cet isolement leur permet de se préparer à la guerre. Et ils ne veulent renoncer ni aux armements, ni à la menace de guerre.*

Voilà le plus grand obstacle à la paix. Ce n'est pas le désordre ou l'injustice : ils peuvent se réparer dans la paix. Mais qui veut la guerre a besoin de prétextes de guerre. *Le plus grand obstacle à la paix, c'est la volonté de guerre.*

Or, les dictateurs ont conquis le pouvoir *par la violence*, ils le gardent par la violence : la violence est devenue, au dehors comme au dedans, *leur moyen d'action ordinaire*.

Ils ne peuvent se maintenir au pouvoir qu'en acquérant sans cesse plus de prestige, et qu'en procurant à leurs peuples, *à défaut de pain, de la gloire et des conquêtes*.

Tout ayant, jusqu'à présent, plié devant leur force, *ils ne croient qu'à la force et ne respectent que la force. Ils ne veulent pas d'une paix désarmée : comment les amener à l'accepter ?*

Un mauvais moyen, c'est de leur céder : *on ne sauve pas la paix en accordant une prime aux fauteurs de guerre.*

Ce qu'il faut, c'est *rassembler en face d'eux un groupement de forces qui leur en impose*. Comme la Ligue des Droits de l'Homme l'a demandé en son Congrès d'Avignon (juillet 1938), comme le président Roosevelt le propose dans ses messages, **les États qui veulent la paix, et d'abord tous les**

Etats démocratiques, doivent s'unir étroitement pour barrer la route à la guerre.

Les solutions pratiques

Pratiquement, une politique de paix intelligente et efficace doit en même temps :

1° **S'opposer à tout appui, direct ou indirect, aux agresseurs.** (Comme la non-intervention à sens unique en Espagne).

2° **Crouper tous les Gouvernements attachés à la paix,** quels que soient leur situation géographique et leur régime politique, **et nouer entre eux une solidarité effective sur un programme déterminé.**

3° **Mener une propagande infatigable auprès des peuples, DE TOUS LES PEUPLES,** pour leur faire comprendre que *les nations démocratiques ne ré-*

clament que la paix — qu'elles la veulent pour tous — qu'elles sont prêtes à examiner en commun avec toutes les autres, tous les griefs, toutes les requêtes, et à organiser en commun l'entraide économique et financière — moyennant deux garanties : le renoncement aux agressions (avec évacuation des territoires envahis) et l'acceptation du désarmement simultané et contrôlé.

TELLE EST LA POLITIQUE QUI PEUT SAUVER LA PAIX. LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME LA RECOMMANDE AU PEUPLE DE FRANCE : QU'IL L'EXIGE, ET SON GOUVERNEMENT LA FERA.

Mais qu'il fasse vite : le temps presse et la guerre approche...

Emile KAHN et Marius MOUTET.

L'entente internationale

Par René GERIN

Cet article voudrait exprimer, aussi brièvement que possible, le sentiment d'un certain nombre de ligueurs en désaccord avec la majorité du Comité Central au sujet de la politique dite d'*intimidation* ou de *fermeté*. Oui, nous sommes quelques-uns encore, au Comité Central, à préconiser une politique, à nos yeux plus réaliste, qui, voulant avant tout sauver la paix, s'y essaiera en allant jusqu'aux limites extrêmes de l'esprit de justice et de conciliation.

La politique d'intimidation

Pourquoi repoussons-nous la politique d'intimidation ?

1° Parce que l'intimidation n'est bonne qu'à aggraver les tensions diplomatiques. Elle est, par ceux à qui elle s'adresse, considérée justement comme une provocation, qui en suscite d'autres; et c'est ainsi, de provocations en provocations, qu'on en arrive à exciter les passions nationalistes et à précipiter les peuples dans la guerre, qui n'a jamais rien résolu.

2° Parce que l'intimidation est profondément immorale, et qu'on n'a pas le droit de la pratiquer, si on la reproche aux autres; parce qu'on peut se trouver pris à son propre piège, obligé de faire « honneur » à son bluff, et de déclencher une guerre qu'on n'aurait pas voulue : que serait, en effet, une intimidation telle qu'on n'accepterait pas le risque d'aller jusqu'au bout de sa menace ?

3° Parce que la volonté d'intimidation n'est plus, aujourd'hui, une volonté des peuples eux-mêmes. Ils commencent enfin à comprendre qu'ils n'ont jamais de raisons de s'entre-massacrer; les combines, politiciennes ou capitalistes, ils ont appris à les connaître; et ils jugent, avec bon sens, que les entités d'« honneur national » ou de « prestige national » ne valent pas des hommes vivants.

4° Parce que, depuis quelques années, l'intimidation s'est, *en fait*, révélée inapte à réussir. Lors des deux agressions du Japon contre la Chine, en 1931 et en 1937; lors de l'agression de l'Italie contre l'Ethiopie, en 1935; lors des agressions italienne et allemande contre l'Espagne, en 1936, les thèses de l'assistance mutuelle ou de la sécurité collective, préconisées par la S.D.N. ou ses succédanés, ont dérisoirement fait faillite. On peut le déplorer; il est impossible de ne pas le constater. Lors de l'Anschluss de l'Autriche à l'Allemagne, en mars 1938, et de la cession des territoires allemands de Tchécoslovaquie, à partir du 1^{er} octobre 1938, la S.D.N. n'a même pas été avertie. A ce moment-là, on a pu dire que la politique de fermeté, elle aussi, avait fait faillite.

Certains camarades affirment qu'en septembre 1938, si la France et l'Angleterre s'étaient montrées résolues jusqu'à la dernière minute, Hitler aurait cédé et respecté l'intégrité du territoire attribué en 1919 à la Tchécoslovaquie. Je n'en crois

rien. S'il m'est permis, à moi aussi, de jouer au jeu qui consiste à prédire ce qui serait arrivé si..., si..., si..., etc., voici ma pensée :

La guerre générale, de toute façon, était impossible, parce qu'elle n'eût pu être déclenchée que par la France, et que la France s'y serait refusée. Je dis : *la France*, et non pas seulement le gouvernement ou le Parlement français.

Si le 1^{er} octobre, il n'y avait pas eu les accords de Munich, Hitler, ne se « dégonflant » pas, Hitler, cette « automobile sans marche arrière », comme disait le ministre anglais, faisait occuper par ses troupes les territoires *allemands* de Tchécoslovaquie, et *seulement ceux-là*. Il le signifiait immédiatement au monde entier, et donnait de nouveau l'assurance qu'il n'avait aucune envie de s'étendre à l'ouest. En quelques jours, ou en quelques heures, ces territoires étaient occupés ; après quoi, Hitler déclarait au monde entier : je m'arrête, ayant récupéré les territoires allemands et les populations allemandes qui, du consentement des démocraties elles-mêmes, devaient rentrer dans la communauté allemande.

Mussolini se serait, bien entendu, immédiatement déclaré neutre et tenu coi.

La France, l'Angleterre, et peut-être la Russie, auraient mobilisé ; la ligne Maginot eût été occupée ; la ligne Siegfried aussi ; et il n'y aurait eu aucune violation de frontière, d'aucun côté. Avant toute autre mesure, les puissances démocratiques eussent été trop heureuses de faire appel à la S.D.N. : la momie eût été exhumée et dressée devant le monde. Jamais elle n'aurait rendu tant de services : toute la procédure prévue par le Covenant eût été évoquée, afin de gagner du temps pour, en définitive, ne rien faire ; il eût été impossible, d'après l'article 12 en particulier, à la France, à l'Angleterre et à la Russie, *non attaquées directement*, de se livrer à des actes de guerre avant un délai d'au moins trois mois. La Russie aurait attendu que l'Angleterre et la France s'ébranlassent ; l'Angleterre aurait attendu que la France s'ébranlât ; et, en France, il ne se fût pas trouvé 100 députés, ni même 73, pour oser voter une guerre offensive, une guerre d'agression contre l'Allemagne. Le fait accompli eût été accepté, une fois de plus, comme dans les affaires de Chine, d'Ethiopie ou d'Espagne. Le résultat final eût été le même : les territoires allemands de Tchécoslovaquie seraient restés allemands. Deux différences seulement : 1^o Quelques dizaines de milliers de pauvres diables d'Allemands ou de Tchèques auraient été massacrés, en vain, si les Tchèques avaient résisté militairement ; 2^o le gouvernement français qui, bien qu'ayant sauvé la face à Munich, est tout de même un peu déconsidéré, eût été, alors, totalement et définitivement déshonoré.

5^o Parce que l'intimidation de la France à l'égard de l'Allemagne n'est plus possible, ne fût-ce que pour des raisons démographiques et économiques (40 millions d'habitants contre près de 80 ; potentiel de guerre quatre fois moindre, etc...).

On peut bien faire la paix contre l'histoire ; car l'histoire est un tissu d'imbécilités et de crimes ; on la fait plus difficilement contre la géographie physique ; on ne peut la faire contre la géographie humaine, ni surtout contre la géographie économique.

On dira : mais la France a 60 millions de sujets dans ses colonies, et tout l'empire britannique marche avec elle !

Nous répondons : 1^o Nous acceptons de plus en plus difficilement l'utilisation des peuples colonisés pour le casse-pipe européen (et personne, à la L.D.H. n'oserait approuver une telle utilisation) ; 2^o Il est bien vrai que la France n'est plus, aujourd'hui, qu'un dominion britannique (le premier, à vrai dire, mais le plus exposé). Un tel état de choses, que l'on peut trouver rassurant à certains égards, est bien inquiétant à d'autres, et le rôle de gendarme britannique sur le continent n'a jamais, nous enseigne l'histoire, été bien profitable à ceux qui l'ont tenu. Ajoutons que la souveraineté anglaise ne vaut sans aucun doute pas mieux que l'allemande ; et il est aussi humiliant de voir l'Angleterre faire et défaire nos ministères, que de voir l'Allemagne s'immiscer dans la politique intérieure française.

La politique d'entente

Si la politique d'intimidation nous semble devoir être rejetée, il reste à pratiquer une politique d'entente (car nous repoussons le dilemme : ou la capitulation devant Hitler, ou la guerre. Une troisième solution est possible).

Je n'entrerai pas ici dans le détail des modalités possibles de cette politique d'entente. Ses bases seraient surtout économiques. Il s'agirait d'organiser (sous les auspices de la S.D.N., ou non ; peut-être sous les auspices de la démocratie de Etats-Unis) une vaste négociation européenne et même mondiale, dépassant de loin le territoire à quatre de Munich, qui examinerait, aux fins de révision, tous les traités, politiques et économiques actuellement en vigueur, la question coloniale, et surtout le statut des colonisés, la question des matières premières, la question juive, etc.

Je me garderai de préciser ici quoi que ce soit, sur aucune de ces questions. Mais ce que je connais des idées de Francis Delaisi me semble, non seulement tout à fait conforme à l'esprit de justice et à l'esprit de paix, mais encore très acceptable pour tous les gouvernants et tous les peuples.

Et je doute qu'Hitler ou Mussolini, qui ont jusqu'ici remporté des succès surprenants, mais qui, sans compromettre les résultats acquis, doivent faire vivre leurs peuples, repoussent la possibilité d'y arriver dans la paix, si on les y aide.

Réponse aux objections

A notre volonté d'entente, même avec des gouvernements totalitaires, plusieurs objections sont faites :

1^o Vous préconisez l'humiliation et la capitula-

tion devant la force manifestée par des régimes odieux ! C'est la démission définitive et honteuse de la France que vous préparez !

— Méfiez-vous de termes semblables. Ne spéculez point sur le sentiment, noble après tout, de la fierté humaine, de l'honneur humain. Ne le détourniez point de ses vrais buts.

Il n'y a pas de honte, pour nous, à reconnaître les fautes commises, surtout quand ce sont d'autres que nous qui les ont commises.

Il n'y a pas de honte à appartenir à une puissance militaire de deuxième, ou de vingtième ordre.

Il n'y a pas de honte à convenir que la France ne peut plus mener une politique hors de ses moyens et que le programme de Richelieu est périmé.

Etre un citoyen de la première puissance du monde ! L'histoire nous montre la vanité d'une telle volonté d'hégémonie, et le simple bon sens témoigne contre la stupidité d'une telle conception de l'honneur.

2° Vous ne connaissez pas Hitler, ni les Allemands. Les Allemands obéissent servilement à Hitler, cet ambitieux avec lequel il est impossible de s'entendre. A force de capituler devant lui, nous finirons par tomber nous-mêmes dans l'esclavage.

Deux réponses doivent être faites :

a) S'il était vrai que les Allemands fussent individuellement rapaces et altérés de sang, il eût fallu, en 1918, les étrangler tous. On ne l'a pas fait pour de bonnes raisons, notamment pour celle-ci : qu'on savait bien que l'Allemand moyen, comme le Français moyen, est un brave homme qui ne demande qu'à vivre en paix.

b) Qui oserait affirmer avec certitude que Hitler ait de si ambitieux desseins ? et qu'il soit, en Allemagne, le seul maître ? L'histoire des cinq dernières années nous le montre, contrairement à ce que pensent beaucoup, très prudent et méthodique dans sa politique extérieure. Il semble avoir eu toujours une intuition très juste de ce qu'il pouvait faire, et de ce qui lui était interdit.

Il y a deux choses qu'il a pu faire, et qu'il a faites assez bien : 1° Il a récupéré dans le Deutschtum la plupart des Allemands laissés hors de leur patrie en 1919 ; 2° Il a, avec un plein succès, commencé à organiser l'hégémonie économique de l'Allemagne dans toute l'Europe centrale et balkanique, afin de compenser la surindustrialisation du Reich par l'exploitation de l'Europe agricole du sud-est, dont les démocraties occidentales se désintéressent parfaitement. Ces deux victoires de Hitler étaient inéluctables ; je dirai même qu'il était juste que l'Allemagne, avec ou sans Hitler, les remportât contre les traités de 1919.

Mais ce que le Führer n'a pas pu faire, et qu'il ne peut pas songer à faire, c'est d'annexer et

d'assimiler des populations non allemandes. Son racisme même le lui interdit. Ses ambitions territoriales et politiques s'arrêtent là où s'arrête la race. Et, sous peine de tuer le racisme et, véritablement, de se suicider, il ne peut pas vouloir annexer et transformer en Allemands des Tchèques, des Hongrois, des Polonais ou des Ukrainiens. Qu'il veuille les attirer dans la sphère d'influence économique du Reich, c'est certain ; qu'il veuille les conquérir et gouverner politiquement c'est impossible.

On dira : l'oppression politique suivra l'oppression économique. — Peut-être, jusqu'à un certain point. Mais, de cette oppression politique, l'Allemagne a-t-elle le monopole ? Et, par exemple, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie, pour ne parler que de ces bonnes amies de la France, attendent-elles d'être économiquement subjuguées par l'Allemagne, pour persécuter les juifs, les francs-maçons, les communistes et les simples démocrates ?

3° Mais si Hitler devient fou, et tout son peuple avec lui ? S'ils entreprennent d'annexer et d'assimiler des territoires non allemands et des populations non allemandes, vous, pacifistes, les laisserez-vous faire ?

Je réponds : vous pouvez toujours prévoir qu'un homme deviendra fou. Pour un peuple entier, c'est plus douteux. Mais, enfin, ceux que Jupiter veut perdre... Ce serait précisément la perte de Hitler, que la tentative de réaliser un tel projet.

Admettons cette prévision, toute absurde qu'elle soit. Admettons même que tous les Allemands, fanatisés, obéissent aux ordres d'un fou... Croit-on qu'il leur serait possible de gouverner des populations tchèques, ou hongroises, ou françaises ? Ignore-t-on la force de l'inertie ? celle de la résistance passive, de la non-coopération, du refus de toute soumission, de tout tribut ? celle des révoltes enfin, qui ne manqueraient pas de se produire ?

Toutes ces actions-là, parallèles ou combinées, nous les envisagerions. On se tromperait fort, si on imaginait que les pacifistes antimilitaristes, qui auraient eu le courage de refuser la guerre étrangère, pourraient avoir la lâcheté d'accepter l'oppression d'un envahisseur. Ils ne consentiraient pas plus à céder à la force des armes étrangères qu'ils n'auraient consenti à obéir à des militaires de leur pays. Car l'essentiel de leur pacifisme n'est pas la résignation, mais la haine, qu'ils veulent communicative, de l'oppression. Ils combattent leurs ennemis directs, qui sont des ennemis « de classe », et, en tout premier lieu, des compatriotes, et généralement des conservateurs, plus disposés que les prolétaires à pactiser avec un envahisseur qui, sur la question sociale, pense comme eux. Il faut méditer ce curieux passage des Cahiers de Maurice Barrès (tome III, p. 265) :

Ce seront les conservateurs qui accepteront, appelleront l'étranger. Oui, ceux qui sont aujourd'hui les patriotes, les hommes fiers, las de vivre une France amoindrie et une vie humiliée, appelleront une

annexion, si c'est en Lorraine, ou une domination, une intervention de l'étranger qui leur donne enfin la joie de participer à une grande vie collective... Et nous verrons, au contraire, la résistance à l'étranger perennisée par la démagogie janséniste (*sic*).

Le vrai pacifiste refuse de tuer sans raison, mais non de se défendre contre son ennemi réel ; il n'a pas peur des coups, ni de la mort ; c'est un éternel révolté. C'est parce qu'il est un révolté qu'il est antimilitariste, et refuse de se battre contre des camarades, victimes comme lui de l'oppression. Mais le vrai patriote, le pur révolutionnaire, le pur démocrate, c'est lui, car, au rebours des conservateurs dont parle Barrès, il n'accepte jamais la défaite morale ni l'esclavage.

Nous n'acceptons ni la servitude ni la guerre ; c'est là notre formule. Quant à la formule : *plutôt la servitude que la guerre*, qui nous est souvent attribuée, elle n'est pas de nous ; nous ne l'acceptons qu'à la condition qu'on nous permette de l'expliquer ainsi : la guerre est la pire des servitudes ; la mobilisation qui la précède est, aussi, une affreuse servitude ; préparer la guerre et seulement la croire possible, c'est déjà accepter la servitude.

4° *Votre thèse, inspirée d'un idéalisme utopique, comporte vraiment trop de risques. Tenons nous-en à la vieille sagesse des nations, qui veut que l'on évite la guerre si l'on se montre fort !*

— Vieille sottise, plutôt, et qui a fait ses preuves : en préparant la guerre, on n'a jamais obtenu la paix. Et peut-être le moment est-il venu de tenter une autre méthode. Nous ne prétendons pas éliminer tous les risques de guerre ; il en reste, hélas ! même si l'on pratique un pacifisme intransigeant. Nous affirmons seulement que la politique de conciliation comporte beaucoup moins de risques et est beaucoup plus fructueuse et honorable que la politique d'intimidation :

a) La politique d'intimidation exige que l'on fasse des sacrifices inouïs et, pour mieux dire, que l'on sacrifie *tout* à la préparation de la guerre.

Si la France de 1939 veut intimider Hitler, il nous faut accepter volontairement la servitude, ce qui est la pire manière de la subir, renoncer à toute liberté, nous priver de tout ce qui fait la joie de vivre, de tout loisir, travailler pour fabriquer des armes, non pas 40 heures, mais 80 heures par semaine, réquisitionner toutes les femmes en âge de faire des enfants, et les obliger à en faire au moins un par an, et vivre bien des années encore dans l'angoisse que la guerre éclate avant que nous puissions mobiliser autant d'hommes que Hitler, donner tout notre temps, toute notre activité, tout notre or pour la défense nationale et au besoin pour l'agression nationale, couper le cou, comme cela se fait en Allemagne, à quiconque exporte ses capitaux, raidir nos volontés, lever le bras ou tendre le poing, devant un Führer quelconque, en des manifestations spectaculaires, bref : cesser d'être des hommes pour devenir un troupeau.

Par une telle méthode, nous risquons fort de

courir au devant de la guerre, de la provoquer, d'y perdre la vie. Et à *coup sûr* nous perdons toutes les raisons de vivre.

b) La politique de conciliation elle aussi comporte des risques ; le risque, notamment, que le loup, si loup il y a, tombe sur l'agneau, si agneau il y a... mais pour les raisons énumérées plus haut, ce risque semble infiniment moins grave que l'autre. En tout cas la recherche de la paix par la déclaration de la paix et l'exercice de la justice sauvegarde les raisons mêmes de vivre.

Et il faut croire, ici comme en toute action humaine, à la vertu de l'exemplarité.

Deux antifascismes

Nous haïssons tous les fascismes toutes les réactions. Mais nous ne sommes pas d'accord avec certains camarades sur les moyens de combattre le fascisme étranger.

Nous pratiquons l'*antifascisme à usage interne* contre tous les Maurras, Doriot, La Rocque, Flaminio et autres. S'ils ont travaillé pour éviter l'explosion d'une guerre en septembre dernier, c'était pour d'autres raisons que nous ; et, s'il s'était agi d'un conflit éventuel avec l'U.R.S.S. on eût pu voir ce que valait l'objection de leurs consciences. (Sans mettre sur le même plan les ministres Daladier et Bonnet, nous ne saurions leur faire confiance : 1° parce qu'ils se refusent à tout désarmement, et même pratiquent une politique insensée de réarmement ; 2° parce qu'ils font, à l'intérieur, une politique de réaction sociale).

Mais, si nous sommes d'accord pour lutter contre le fascisme intérieur, nous repoussons, par contre, la préparation à la guerre et la guerre contre le fascisme étranger parce que nous nous refusons à un massacre mutuel, avec des hommes que nous ne saurions rendre responsables d'un Hitler, ou d'un Mussolini. Ce devoir humain, nous semble supérieur à tout devoir envers la patrie.

Nous repoussons toute union sacrée, car toute union sacrée est toujours un abominable mensonge, et c'est seulement si le prolétariat, comme en 1914, accepte de pactiser avec ses ennemis de classe, que devient possible le grand massacre.

Nous entendre stupidement, avec nos ennemis à nous, qui sont en France, par une nouvelle union sacrée : voilà qui serait la grande capitulation, la grande honte.

Nous entendre avec le peuple allemand, par delà et malgré ses maîtres actuels, ce n'est ni une honte ni une capitulation.

Soyons d'ailleurs logiques : l'*antifascisme à usage interne*, c'est le refus de l'union sacrée ; l'*antifascisme à usage externe* exige, au contraire, qu'on fasse l'union sacrée ! La contradiction est irréductible.

Jusqu'ici la paix n'a pas été réalisée entre la France et l'Allemagne non pas à cause de conflits d'intérêts (ce serait peu de chose) mais à cause

d'un vieux conflit passionnel (c'est beaucoup plus grave). Nous n'avons jamais cru à la sincérité des dirigeants allemands ; nous n'avons jamais accepté leur main tendue, au temps où nous étions plus forts qu'eux ; accepteront-ils la nôtre, maintenant qu'ils sont plus forts que nous ? Je crois que oui. Nous commençons à nous connaître les uns les autres. Ils sont des organisateurs redoutables ; ils ont fait ce qu'aucun peuple avant eux n'avait su faire : ils ont organisé la défaite même, et l'ont transformée en une éclatante victoire. Mais ils savent aussi que nous sommes redoutables par ce qui leur manque à eux : je veux dire cet esprit de liberté que jamais rien ni personne n'a pu vaincre. Qu'ils en tiennent compte dans leurs plans, cela n'est pas douteux.

Comprenons enfin, qu'il existe, malgré les apparences, un progrès certain de l'humanité vers la

paix : l'attitude des peuples, de tous les peuples, en septembre dernier, l'a démontré ; ils ont donné aux gouvernants, à tous les gouvernants, une leçon qui, pour certains peut-être, a été inattendue, mais qui n'a été perdue pour personne.

N'est-ce pas le devoir de la Ligue des Droits de l'Homme de travailler de toutes ses forces à accélérer ce progrès humain vers la paix ? d'y travailler avec confiance ? même en acceptant de courir des risques ? (Toute attitude n'en comporte-t-elle pas ?).

Je pense qu'une telle entreprise, non utopique, mais plutôt intemporelle et généreusement humaine et qui irait à l'idéal en tâchant de comprendre le réel, est la plus belle et la plus utile de toutes celles auxquelles la Ligue puisse se consacrer !

René GERIN.

La Paix et le Droit

Par Albert BAYET

J'ai une vive sympathie pour René Gérin, parce que c'est un idéaliste et une âme généreuse. Au moment où a éclaté l'agression contre l'Espagne, il a déclaré bravement, — lui, « pacifiste intégral », — qu'il était de cœur avec les combattants républicains, qu'à leur place il aurait comme eux empoigné un fusil, que, de toute mon âme, il souhaitait leur victoire.

Aujourd'hui encore, René Gérin écrit : « Le vrai pacifiste refuse de tuer sans raison, mais non de se défendre contre son ennemi réel ; il n'a pas peur des coups ni de la mort ; c'est un éternel révolté. »

Bravo ! Car, dès l'instant qu'il parle ce fier langage, Gérin se sépare des « non-résistants » et se porte, tout au contraire, à la tête des « résistants ». Il rejette toute idée d'aller par la peur à la honte, par l'abdication à la servitude. Il proclame que ce qui fait la dignité de la vie, c'est la révolte contre le mal, la lutte contre le mal. Dans cette lutte, il se dit prêt à prendre sa place « sans peur », et sa vie est là qui nous prouve que la peur, en effet, lui est inconnue.

En un temps où trop d'égarés confondent le pacifisme avec le consentement à la guerre, l'accent de René Gérin réconforte. Il rappelle opportunément à tous que nous, républicains, démocrates, humanistes sommes avant tout les serviteurs, les militants d'un idéal et qu'à cet idéal nous devons notre foi, notre enthousiasme, le plein de notre énergie et, s'il le faut, le sacrifice suprême.

Mais, si je me sens en profonde sympathie avec Gérin sur le plan moral, il m'est impossible de le

suivre dans sa façon d'apprécier la situation politique présente. Il ne m'en voudra pas de lui dire, avec la franchise de l'amitié, sur quels points je suis en désaccord avec lui, sur quels points il me paraît être en désaccord avec lui-même.

Pour plus de clarté, je suivrai l'ordre même de son exposé.

La politique d'intimidation

Gérin nous reproche d'avoir préconisé « la politique dite d'intimidation ou de fermeté ».

A cette politique il reproche 1° d'être immorale ; 2° d'avoir fait faillite ; 3° de multiplier les risques de guerre ; 4° d'être impraticable.

Je crois, et je le dis tout net, qu'aucun de ces reproches ne vaut.

I. — Tout d'abord, Gérin confond deux notions distinctes ou plutôt opposées quand il confond l'intimidation, qui est la menace de recourir à la force, avec la fermeté qui est la résolution de résister à cette menace.

Il y a « intimidation » quand un gouvernement dit à un autre : « Cède-moi les Sudètes, la Chine du Nord, la Tunisie, la Savoie : sinon, je l'attaque ! » L'intimidation ainsi pratiquée n'est pas seulement immorale : elle est odieuse.

Mais la Ligue des Droits de l'Homme, les partis républicains ont-ils jamais préconisé rien de tel ? Non. Et je ne ferai ni à Gérin ni à nous l'injure de le démontrer. Les « intimidateurs », depuis des années, ce sont les fascismes brandissant leur sabre ; c'est Hitler envoyant des divisions en Autriche pour y empêcher un libre plébiscite ou massant des troupes aux frontières tchécoslo-

vaques ; c'est Mussolini expédiant des troupes en Ethiopie ou en Espagne ; ce sont les dirigeants japonais lançant des armées sur la pacifique République chinoise.

Ah ! si la Ligue avait jamais marqué la moindre complaisance, la moindre faiblesse pour cette « politique d'intimidation », il ne suffirait pas de la critiquer, il faudrait la marquer au fer rouge ; elle aurait trahi sa mission, renié son idéal. Mais bien loin d'avoir jamais, sur ce point, la moindre défaillance, la Ligue n'a cessé de dénoncer, de fêtrer les « intimidateurs », de condamner leurs menaces belliqueuses et leurs forfaits, d'appeler tous les hommes et tous les peuples libres à faire front contre la guerre.

Alors ?

Alors, Gérin me répondra sans doute que préconiser cette union des peuples libres, à l'heure où d'autres conseillaient la résignation, c'était prêcher la « fermeté ».

D'accord. Mais la fermeté ainsi entendue n'a rien de commun avec l'intimidation. Elle est exactement le contraire : elle est la résistance à l'intimidation.

Comment cette différence essentielle peut-elle échapper à Gérin ? C'est en pleine bonne foi, je le connais trop pour en douter un seul instant, qu'il assimile l'une à l'autre la politique d'intimidation et la politique de fermeté. Mais enfin, c'est l'eau et le feu : autre chose est de menacer de guerre un peuple pacifique, autre chose est de résister à cette menace ; autre chose est de faire un chantage, autre chose de tenir tête à ce chantage.

J'ai dit que Gérin me semblait parfois en contradiction avec lui-même. Qu'il me permette de le lui prouver. Quand les républicains espagnols, menacés puis attaqués, ont cherché, pour se défendre, des canons, des fusils mitrailleuses et les ont braqués (en trop petit nombre, hélas !) sur les envahisseurs, Gérin leur a-t-il reproché de « faire de l'intimidation » ? Loin de lui cette idée ! De toute son âme généreuse il a tout de suite été avec eux. Pourquoi ? Parce qu'il s'est refusé à confondre les « intimidateurs » qui marchaient sur Madrid et les « résistants à l'intimidation », qui faisaient front devant Madrid.

Mais ayant ainsi rendu hommage à la fermeté des républicains espagnols, comment Gérin peut-il condamner ceux qui, comme nous, ont voulu qu'on les aidât fermement ? Comment accepte-t-il de mettre dans le même sac les vrais « intimidateurs », qui sont Hitler, Mussolini, les bellicistes japonais, et les « pacifistes » qui, comme nous, ont voulu que le monde fit front contre l'intimidation ? Est-on un assassin parce qu'on se défend contre un assassin ? Est-on un provocateur, parce qu'on se défend contre une provocation ? Seuls peuvent le croire ceux qui disent : « Si on te frappe sur une joue, tends l'autre ! Si on te tue ton fils aîné, tends ton fils cadet ! » Mais Gérin n'est pas de ceux-là. Logiquement il se doit de distin-

guer comme nous entre l'intimidation, qui est menace de guerre, et la fermeté, qui est résistance à la menace.

II. — Seconde objection : bonne ou mauvaise, la « politique de fermeté » a fait faillite.

Pour le démontrer, Gérin rappelle nos déceptions de ces derniers mois et de ces dernières années. Tout ce qu'il dit sur ce point est véritable, j'entends que nos déceptions ne sont que trop réelles. Mais comment Gérin peut-il les imputer à la « politique de fermeté » ? *Jamais, je dis bien jamais, cette politique n'a été pratiquée !*

A-t-on été ferme dans l'affaire d'Ethiopie ? Non. on a parlé de l'être, et cinquante nations (dont quelques-unes y avaient du mérite) ont condamné Mussolini l'agresseur, ont voté contre lui les sanctions. Mais, au moment de passer à l'acte, adieu la fermeté ! Laval s'est arrangé pour que les sanctions fussent inopérantes.

A-t-on été ferme dans l'affaire de Chine ? Non. Il y a eu ça et là des efforts privés pour boycotter le Japon agresseur. Mais, au moment de prendre dans le même sens des décisions officielles, tous les Etats se sont dérobés.

A-t-on été ferme dans l'affaire d'Espagne ? Non. Quelques volontaires, que nous saluons, sont allés combattre pour la Liberté. Mais, les Nations, loin d'envisager un instant la ferme attitude prévue par le Pacte de Genève, ont lancé le principe anti-genevois de la « non-intervention » et les Démocraties ont maintenu ce principe, même quand l'Allemagne et l'Italie fascistes l'ont cyniquement violé.

A-t-on été ferme dans l'affaire d'Autriche ? A-t-on été ferme dans l'affaire de Tchécoslovaquie ?... Je n'insiste pas.

Ce qui a prévalu invariablement, face à tous ces défis portés au Droit et à la Paix, ce n'est pas la « politique de fermeté, c'est exactement l'inverse : c'est la politique de concession, de capitulation.

J'entends bien que ceux qui la pratiquaient ou la préconisaient (au moins parmi les républicains), entendaient « localiser » la guerre. Ils croyaient de bonne foi qu'en donnant à Mussolini « l'os éthiopien à ronger », ils le détourneraient des entreprises belliqueuses en Europe. Combien d'auteurs m'ont expliqué que, le Duce une fois absorbé par la conquête de l'Abyssinie, Hitler, se trouvant sans allié solide en Europe, serait réduit à se tenir tranquille !

Seulement les faits ont répondu à tous ces beaux calculs et leur réponse a été celle que nous avions annoncée. Loin de se laisser « localiser », la guerre allumée en Ethiopie, s'est rallumée en Chine et en Espagne ; puis la seule menace de guerre a eu raison de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie.

Voilà le bilan de la politique de concessions et de capitulations : des millions de morts, des peuples asservis, les risques de conflagration générale s'aggravant d'heure en heure ! Si, face à ce bilan,

Gérin déclarait avec nous : « La politique de concessions et de capitulations a fait faillite », il ne ferait qu'enregistrer un fait. Mais, au lieu de cela, que fait-il ? Il rend la politique de fermeté (qu'on n'a pas appliquée) responsable des maux produits par la politique de concessions (qu'on a appliquée). Il nous dit : « Voilà où la fermeté vous a conduits », alors que les faits crient : « Voilà où vous a conduits la faiblesse ! »

III. — Troisième objection essentielle : « La fermeté, en tout cas, aurait perdu des résultats encore plus graves que les résultats aujourd'hui acquis : par exemple, si l'on avait été ferme à Munich, des milliers de Tchèques auraient été massacrés, sans que la Tchécoslovaquie fût sauvée. »

C'est là le grand argument. On nous l'a opposé chaque fois que nous avons préconisé la fidélité au pacte, de la S.D.N. C'est « pour éviter la guerre générale » qu'on a cédé dans l'affaire d'Ethiopie ; c'est « pour éviter la guerre générale » qu'on a cédé dans l'affaire d'Espagne ; c'est « pour éviter la guerre générale » qu'on a cédé dans l'affaire tchécoslovaque. Et, chaque fois, l'on nous a dit : « Sans ces concessions, c'était la catastrophe ! »

Gérin, je me hâte de le reconnaître, ne reprend pas tous ces arguments à son compte ; il se borne à justifier Munich, — sans allégresse, — en faisant valoir que, si nous n'avions pas lâché les Tchèques, le résultat eût été pire et plus sanglant.

Mais, comme Munich n'est qu'un anneau dans la chaîne des capitulations, je demande à Gérin d'envisager la question dans son ensemble : est-ce que la fermeté, c'est-à-dire la résistance à l'intimidation, la fidélité au pacte genevois aurait provoqué la guerre ?

Premier cas, l'affaire d'Ethiopie. L'Angleterre, la France, cinquante nations déclarent Mussolini coupable d'agression, décident de lui appliquer les sanctions. Aussitôt les « lavalistes » clament : « Si on les applique, Mussolini fera la guerre à l'Angleterre, à la France, à cinquante nations ! » Je me permets de répondre que les lavalistes se moquaient du monde et que, face à la coalition résolue des forces de paix, le Duce se serait tenu bien tranquille : il n'y aurait eu aucun risque de guerre.

Second cas, l'affaire de Chine. Des voix s'élèvent dans tous les pays pacifiques : « Boycottons les marchandises japonaises ! » Aussitôt les fascistes répondent : « Si vous mécontentez le Japon, il vous écrasera tous ! » Je me permets de répondre que le Japon n'aurait pas pu écraser les Etats-Unis, l'Angleterre, l'U.R.S.S., la France et le monde, qu'il n'y aurait même pas songé.

Troisième cas, l'affaire d'Espagne. Le peuple français, voyant les républicains espagnols attaqués par Hitler et Mussolini crie spontanément : « Des canons pour l'Espagne ! » Aussitôt on nous répond : « En droit, la France est tenue de livrer ces canons ; mais, si un seul pays se permet d'en-

voyer un fusil à Madrid, Hitler réduira ce pays en poudre ! » Mais, tandis que notre grande presse tient ce langage, l'U.R.S.S. envoie des armes aux républicains. Hitler réduit-il l'U.R.S.S. en poudre ? L'attaque-t-il seulement ? Il s'en garde bien. Alors ? Prétend-on nous faire croire que, trop faible pour attaquer la seule Russie soviétique, le Reich eût été assez fort pour attaquer à la fois l'U.R.S.S. et la France ?

Reste l'affaire tchécoslovaque.

Gérin nous dit qu'au moment de Munich, la guerre générale « de toute façon était impossible », mais que, si nous n'avions pas cédé, Hitler aurait fait la guerre à la Tchécoslovaquie ; en quelques jours « ou en quelques heures », il aurait occupé les territoires allemands de Tchécoslovaquie ; aussitôt après les avoir « récupérés » il aurait dit : « Je m'arrête ! » Le monde aurait laissé faire, mais quelques milliers de Tchèques seraient morts qui, grâce à Munich, sont vivants.

Sur un point, je suis pleinement d'accord avec Gérin : la guerre générale, au moment de Munich, était impossible ; ni la France n'aurait attaqué la ligne Sigfried, ni les Allemands la ligne Maginot ; j'ajoute que Hitler ne pouvait songer à se lancer dans une folle lutte contre la Tchécoslovaquie, la France, l'U.R.S.S., l'Angleterre (et peut-être les Etats-Unis), avec le seul et douteux concours de l'Italie déjà accrochée en Ethiopie et en Espagne. C'est pour justifier après coup la capitulation de Munich qu'on a dit à l'opinion :

« Cette capitulation a permis d'éviter la grande guerre franco-allemande ! » Mais de cette grande guerre, il n'était pas question.

Reste alors l'affirmation de Gérin : le Reich, sans nous attaquer, aurait attaqué la Tchécoslovaquie, et il aurait récupéré les territoires allemands en quelques jours ou en quelques heures.

Je laisse de côté le mot « récupéré », qui est au moins inattendu, puisque ces territoires dits allemands n'avaient jamais appartenu à l'Allemagne ; mais je demande à Gérin sur quoi il se fonde pour affirmer que le Reich était en mesure — tout en garnissant sa ligne Sigfried — de battre l'armée tchèque en quelques jours.

C'est entendu, la France était hors d'état, l'eût-elle voulu, de traverser l'Allemagne pour aller au secours de Prague. Mais la seule occupation de la ligne Maginot (et elle était faite) contraignait le Reich à masser le plus gros de ses forces sur la ligne Sigfried. Pouvait-il, avec le reste, ne faire qu'une bouchée de l'armée tchèque, forte d'un outillage ultra-moderne, de positions naturelles exceptionnellement fortes et du concours de l'U.R.S.S. ? Hitler n'avait-il pas à redouter, d'autre part, que l'on vît partir de France des « volontaires » pour la Catalogne ou, à tout le moins, un ravitaillement massif en armes, et qu'ainsi fussent perdus pour lui deux ans d'efforts en vue d'encercler notre pays ?

Je suis convaincu, pour ma part, que le Führer, si nous avions été fermes, n'aurait pas attaqué

la Tchécoslovaquie. Toute sa popularité repose en Allemagne, sur le fait, d'ailleurs incontestable, qu'il gagne toujours sans jamais verser le sang allemand. C'est sans qu'il en coutât la vie à un Allemand qu'il a réoccupé la Rhénanie ; c'est sans qu'il en coutât la vie à un Allemand qu'il a annexé l'Autriche ; c'est sans qu'il en coutât la vie à un Allemand qu'il prétendait dépecer la Tchécoslovaquie. Il y a réussi, c'est entendu, parce que, au dernier moment nous avons abandonné nos alliés, renoncé à occuper la ligne Maginot, renoncé à aider l'Espagne. Mais de ce qu'il a réussi (par notre fait) à aller de l'avant sans aucun risque, il est léger de conclure qu'il se serait hasardé à courir tous les risques.

IV. — Quatrième argument de Gérin : nous ne pouvons et ne pouvons, en aucun cas être fermes, parce que nous sommes faibles, parce que nous sommes quarante millions de Français contre près de quatre-vingts millions d'Allemands, parce que « notre potentiel de guerre est quatre fois moindre ». Il est vrai, poursuit Gérin, que nos colonies comptent soixante millions de « sujets » et que l'Empire britannique est avec nous ; mais, d'une part, aucun ligueur ne pourrait approuver l'utilisation des peuples colonisés « pour le casse-pipe européen » ; d'autre part, l'alliance anglaise nous réduit à n'être plus qu'un dominion britannique, « le premier, à vrai dire, mais le plus exposé. »

Conclusion (si j'entends bien la pensée de Gérin) : nous devons renoncer à faire appel à des soldats venant de nos colonies ; nous devons répudier l'alliance anglaise ; et, étant ainsi seuls, réduits à quarante millions contre quatre-vingts, nous sommes hors d'état de pratiquer une politique de fermeté.

S'il fallait accepter un tel raisonnement, ce n'est pas seulement la fermeté qui nous serait interdite, c'est l'existence en tant que peuple libre ; incapables, en raison de notre faiblesse et de notre isolement, de toute défense, il nous faudrait subir la loi du vainqueur, nous incliner définitivement devant les Allemands plus nombreux et plus forts. Heureusement, notre situation est moins désespérée.

J'accorde bien volontiers à Gérin qu'il est triste de faire appel aux indigènes de nos colonies pour des activités militaires. Mais il est triste, plus généralement, d'envoyer à la guerre un être humain, quel qu'il soit. Pourtant, on se résigne à le faire, quand la défense devient un droit et un devoir. Il est hors de doute que la France, en cas de guerre, recrutera des troupes, dans ses colonies. On peut discuter sur la légitimité du geste. Mais ce qui n'est pas discutabile, c'est que l'utilisation des troupes coloniales, — prévue par la législation actuelle, — compense, pour une large part, l'infériorité numérique du peuple français par rapport au peuple allemand.

Quant à l'alliance anglaise, j'accorde volontiers à Gérin que nous avons fait un peu figure de

« dominion » quand, de peur de déplaire à M. Chamberlain, nous avons refusé de ravitailler la République Espagnole, coupable d'être attaquée. Mais, d'abord, je me permets de penser qu'il ne tenait qu'à nos gouvernants d'avoir une autre attitude et que, si nous avions dénoncé la duperie de la non-intervention, l'Angleterre aurait été forcée de nous suivre. En outre, je ne vois pas pourquoi Gérin réduit nos possibilités d'entente à la seule union avec Londres. Il existe un pacte franco-soviétique, aux termes duquel si la France est l'objet d'une agression non provoquée, l'U.R.S.S. se portera au secours de la France. L'appui d'un peuple de plus de 170 millions d'habitants ne me paraît pas négligeable. Je sais bien que, pour nos journaux « bien-pensants », la puissance de l'U.R.S.S. est nulle. Mais je constate avec le monde entier que, depuis des années qu'il tonne contre le « bolchevisme » et les « rouges », Hitler ne s'est pas frotté à la Russie soviétique ; comme je ne pense pas que ce soit par tendresse secrète pour Staline, j'en conclus qu'il croit à la force de l'U.R.S.S. Alors — suivant Gérin sur le terrain des évaluations de forces, — je note qu'il n'y a pas d'un côté 80 millions d'Allemands et, de l'autre, 40 millions de Français, mais bien d'un côté l'Allemagne et l'Italie et, de l'autre, la France, l'Angleterre et l'U.R.S.S.

Cela dit, je ne m'en tiens nullement à cette idée de deux « blocs » s'opposant l'un à l'autre ; avec la Ligue elle-même, je n'ai cessé de demander et je demande encore que la France prenne l'initiative de grouper non pas deux, trois ou quatre peuples résolus à se défendre contre le fascisme, mais la totalité des peuples résolus à se défendre contre la guerre. Nous les avons laissés, ces peuples, se disperser, quand nous avons failli à nos devoirs vis-à-vis de la sécurité collective et de la Société des Nations. Mais, justement, l'heure est venue de reconnaître nos erreurs et de les réparer, c'est-à-dire d'offrir à nouveau à toutes les nations pacifiques le pacte d'assistance mutuelle qui, si nous l'avions maintenu, aurait sauvé la vie de milliers d'Ethiopiens, de Chinois et d'Espagnols, en même temps qu'il aurait garanti la liberté de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie.

A Gérin, qui, trop pessimiste, croit qu'on ne peut plus intimider la force, qu'on ne peut plus faire peur à la guerre, je réponds par le mot du président Roosevelt : il y a quatre-vingt-dix pour cent d'êtres humains qui ont horreur de la violence. La force est donc du côté des pacifiques. C'est parce qu'ils se sont divisés que le bellicisme a marqué des points, que les tueries ont succédé aux tueries ; qu'ils s'unissent, et ils seront je ne dis pas invincibles, mais, ce qui vaut infiniment mieux, inattaquables.

La politique d'entente

A ce qu'il appelle improprement (j'espère le lui avoir prouvé) la politique d'intimidation, Gérin oppose une « politique d'entente », c'est-à-dire une vaste négociation européenne et même

mondiale qui examinerait, à fin de revision, « tous les traités politiques et économiques, la question coloniale, et surtout le statut des colonisés, la question des matières premières, etc., etc... »

Est-il besoin de répondre que je suis, sur ce point, en plein accord avec Gérin ? Est-il besoin d'ajouter que tous les ligueurs sont d'accord avec lui ? Nous avons tous approuvé Léon Blum quand, étant président du Conseil, il a offert à l'Allemagne hitlérienne un accord de désarmement et de coopération économique. Cette offre a été repoussée par Hitler. Ce n'est pas une raison pour ne pas la faire à nouveau. C'est pourquoi nous avons été unanimes à approuver le plan extrêmement intéressant que Delaisi a apporté au Comité Central. Quelle ne serait pas notre joie, si l'Allemagne et l'Italie acceptaient d'étudier ce plan ou un plan analogue !

Malheureusement, à l'heure même où Delaisi nous apportait son étude, si fortement documentée, si convaincante, l'Allemagne et l'Italie étaient en train d'écraser le peuple espagnol qui ne les avait jamais en rien menacées ou provoquées, et les fascistes italiens revendiquaient Djibouti, la Tunisie, la Corse, Nice et la Savoie, en nous menaçant de l'« acier fasciste » !

Je ne demande pas mieux que de suivre Gérin et de convier Führer et Duce à évacuer l'Espagne, à renoncer aux entreprises de conquête et à venir discuter avec nous des conditions du désarmement, de la coopération économique, de la réorganisation de l'Europe. Mais la question est de savoir si cette invitation a des chances d'être entendue...

Réponse aux objections

1° Gérin nous dit que l'Allemand moyen est un brave homme qui ne demande qu'à vivre en paix. Je n'en doute pas un instant. Malheureusement, depuis que la démocratie a cessé d'exister outre-Rhin, ce n'est plus le brave Allemand moyen qui mène le Reich, ce sont les nazis. Gérin ne me demande pas tout de même de considérer comme autant de « braves gens » ceux qui ont organisé les camps de concentration, qui ont réduit à mourir de faim des enfants juifs, qui ont organisé le massacre de Guernica.

2° Gérin nous dit qu'il est impossible que Hitler veuille « conquérir et gouverner politiquement » des non-Allemands. — Je reconnais qu'en effet Hitler n'a pas occupé toute la Tchécoslovaquie, mais il n'en dicte pas moins ses volontés souveraines au gouvernement de Prague.

3° Gérin nous dit que, si Hitler et ses amis devenaient fous au point de vouloir gouverner des populations tchèques, hongroises ou françaises, on pourrait lui résister en ayant recours à la force de l'inertie, à la non-coopération, au refus de tout tribut, etc. — Hélas ! les Tchèques sont bien forcés aujourd'hui de « coopérer », et les Espagnols de Burgos et ceux de Barcelone ! Pour dire toute ma pensée, quelle est cette étrange doctrine

qui déconseille la résistance, quand elle est possible, et qui la conseille à l'heure où elle est sans espoir ? Quel est le père qui refusera sa « coopération » s'il sait qu'en cas de refus ses enfants seront fusillés ou torturés ?

4° Gérin nous dit enfin que, si nous voulons résister par la force, il nous faut préparer la guerre, c'est-à-dire « accepter volontairement la servitude », travailler 80 heures par semaine, donner tout à la défense nationale, couper le cou, comme cela se fait en Allemagne à quiconque exporte des capitaux, etc. — J'avoue que, sans demander la mort pour les exportateurs de capitaux, je serais heureux de les voir à l'ombre, et ce ne serait pas les « réduire à la servitude » que de mettre fin à leur triste trafic. Pour le reste, je n'ignore pas que la préparation de la défense nationale comporte de lourdes charges (quoique Gérin me paraisse aller fort quand il parle de semaine de 80 heures). Seulement, ce que je réponds, c'est que, depuis quelque temps, les pays attaqués sont précisément ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu s'armer.

J'ai cru moi-même, en un autre temps, j'ai dit que c'était le surarmement qui conduisait les peuples à la guerre. J'étais de bonne foi. Mais, coup sur coup, les faits sont venus me prouver qu'à notre époque on se jette sur les faibles. Est-ce que l'Éthiopie avait surarmé ? Est-ce que l'Espagne républicaine avait surarmé ? Est-ce que l'Autriche avait surarmé ? Est-ce que la Chine avait surarmé ? C'est parce qu'ils étaient sans défense qu'on les a assaillis. Oh ! sans doute on a donné d'autres raisons : c'est sous couleur de combattre les « rouges », le « bolchevisme international » qu'on a occupé Vienne, bombardé Shanghai, bombardé Guernica. Mais, si vraiment le Führer et le Duce avaient envie de se mesurer avec le « bolchevisme », Moscou était là, et il leur était loisible d'attaquer l'U.R.S.S. Ils s'en sont bien gardés, parce que l'U.R.S.S. a, en abondance, aviation, canons, divisions motorisées, et ils ont attaqué la Chine, l'Espagne, l'Autriche parce que ces pays manquaient d'armes. Conséquence : des centaines de milliers de Chinois et d'Espagnols sont morts qui vivaient aujourd'hui s'il y avait eu des armes pour les défendre. Gérin, mon cher Gérin, je vous le demande : ne croyez-vous pas que les ouvriers espagnols qui n'ont pu, faute d'armes, empêcher qu'on tuât leurs femmes et leurs enfants, regrettent amèrement de s'être trouvés ainsi démunis ? Vous me dites qu'à travailler pour la défense nationale on devient un troupeau : vaut-il mieux devenir un charnier ?

Deux antifascismes ?

Je pratique, déclare Gérin, l'antifascisme « à l'usage interne », c'est-à-dire contre tous les Doriot, Maurras, La Rocque, Flandin et autres ; mais je repousse l'antifascisme « à usage externe », parce qu'il conduit à la guerre et implique l'union sacrée.

Je me permets de faire observer qu'au cours des

derniers mois ce sont justement les pacifistes dits intégraux qui ont pratiqué l'union sacrée. On les a vus, eux hommes de gauche, défendre les mêmes thèses que Flandin, Doriot et Maurras. On les a vus reprendre les slogans de l'*Action Française*, de la *Liberté*, de *Gringoire* et accuser la Ligue des Droits de l'Homme, la C.G.T., Blum, Herriot, d'être le « parti de la guerre ». Etrange manière de combattre le fascisme français que de faire chorus avec lui contre les républicains ! Etrange manière d'attaquer les Maurras et les Doriot que de reprendre leurs thèses, d'adopter leurs conclusions, de les présenter à l'opinion comme les sauveurs de la paix !

Gérin, je me hâte de l'ajouter, n'a pas pris part à cette campagne. Je crois bien, même, que ses courageuses déclarations en faveur de l'Espagne républicaine l'avaient rendu un peu suspect aux « purs ». Mais j'avoue ne pas bien le comprendre quand il paraît croire possible de lutter contre le fascisme intérieur tout en capitulant devant le fascisme extérieur. Si l'on suivait cette théorie, les Espagnols auraient eu le droit de résister à Franco « fasciste intérieur », mais auraient dû s'incliner devant Mussolini « fasciste extérieur ». Nous-mêmes aurions le droit de tenir tête à un coup de force organisé par nos cagoulards ou csaristes, mais nous devrions céder si lesdits cagoulards ou csaristes faisaient appel, comme Franco, au concours allemand ou italien !

Ce qui rend cette attitude particulièrement indéfendable, c'est que le fascisme étranger émet la prétention de s'immiscer dans nos affaires intérieures. Déjà, au moment où il a réoccupé la Rhénanie, Hitler a osé déclarer publiquement qu'il avait besoin d'être sur le Rhin pour le cas où les Français s'aviseraient de vouloir faire la Révolution. Par la suite, la presse allemande, en même temps qu'elle donnait l'exclusive à Eden, Lloyd George, Churchill nous a clairement fait savoir qu'elle refuserait de s'entendre avec un gouvernement français de gauche.

Alors, quoi ? Nous nous dirons « révolutionnaires », nous prêcherons la haine de l'oppression, la révolte contre l'iniquité, et puis, si Hitler fronce le sourcil, nous nous mettrons à plat ventre en balbutiant que notre antifascisme n'est pas à l'usage externe !

Pour ma part, j'ai une même horreur pour la guerre civile et la guerre avec l'étranger ; je veux que, sur le plan national comme sur le plan international, ce soit la raison qui décide et non la force ; mais, si le fascisme français tentait un coup de force contre nos libertés, je dis tout net que je descendrais dans la rue ; pareillement, si le fascisme allemand ou le fascisme italien tentait un coup de force contre notre indépendance, je dis tout net que notre devoir à tous serait de nous défendre jusqu'à la victoire.

J'ai suivi l'ordre de l'exposé de Gérin, et j'ai tenté de lui répondre point par point. Je l'ai fait en toute franchise comme en toute amitié. Je

crois très profondément que la politique qu'il préconise irait contre l'idéal qu'il défend, que sa révolte généreuse contre l'oppression et l'iniquité ne peut pas aboutir logiquement à une sorte de résignation devant le brutal assaut du fascisme hitlérien et mussolinien. L'histoire prouve, dès à présent, en lettres de sang, que faire des concessions au bellicisme des Etats totalitaires, c'est ouvrir la porte toujours plus largement à la guerre elle-même. Le pacifisme qui se dit intégral est, dans la réalité, le bellicisme qui tue ! Nous le répudions, au nom du pacifisme réel qui, lui, ne cherche pas à localiser les massacres, mais à les supprimer. C'est pour nous un cauchemar de penser que, tandis qu'on massacrait lâchement Ethiopiens, Chinois, Espagnols, tandis que les cadavres s'entassaient sur les cadavres, on entonnait chez nous des hymnes à la « paix sauvée ». Nous sentons peser sur nos consciences ces innocents innombrables qu'une politique plus ferme, plus humaine aurait pu sauver et qui sont morts, par notre faute, en désespérant de l'humanité.

Ce qu'on a dit, pour justifier tant de lâches abandons, c'est qu'en laissant la guerre s'abattre sur les autres, nous la détournerions de nous. Eh bien, nous n'avions pas le droit d'acheter la paix pour nous du sang des autres. Nous n'avions pas le droit de consentir, pour nous mettre à l'abri, à sacrifier ces milliers et milliers de femmes et d'enfants qui sont tombés en Ethiopie, en Chine, en Espagne. Mais, quand bien même des « réalistes » auraient fait ce triste calcul, il s'est avéré décevant. Ceux qui ont pensé qu'on apaiserait les Etats totalitaires, en leur livrant en holocauste l'Abyssinie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, savent aujourd'hui à quoi s'en tenir : Enhardi par nos capitulations, le fascisme s'en prend directement à nous, et l'Italie mussolinienne ose revendiquer Djibouti, la Tunisie, la Corse, Nice, la Savoie.

Gérin nous conseille-t-il de céder devant ces exigences ? Lui, l'éternel révolté, nous demanderait-il de laisser fascistes ou nazis pénétrer en armes sur la terre française, coller au mur ou torturer les juifs, les communistes, les socialistes, les républicains ?

Je réponds que, si Gérin était à Nice, en Savoie ou en Corse, au moment où les fascistes, y pénétrant, empoigneraient une femme ou un enfant pour les conduire au camp de concentration, lui, Gérin, oubliant toute distinction entre le fascisme « interne » ou « externe », empoignerait un fusil, un couteau, n'importe quelle arme, pour faire lâcher prise aux bourreaux. Alors, étant sûr de cela, je lui demande de s'unir à nous pendant qu'il en est temps encore, pour faire en sorte que nous ne soyons pas réduits à ces sacrifices tardifs mais vains, pour organiser avec nous la résistance collective à l'oppression et à la guerre.

Un dernier mot, parce que, au risque de choquer Gérin et d'autres, je veux dire toute ma

pensée : un dernier mot sur la France elle-même.

« Il n'y a pas de honte, nous dit Gérin, à appartenir à une puissance militaire de deuxième ou de vingtième ordre ». D'accord et cent fois d'accord, et j'ajoute : cela va sans dire. La valeur d'un peuple se mesure à la façon dont il contribue au progrès humain, non à sa puissance militaire. La Hollande, accueillant les exilés juifs est autrement « grande » que l'Allemagne qui les chasse. Les Etats scandinaves, luttant pour le progrès social, donnent un exemple autrement « humain » que les Etats totalitaires ouvrant des camps de concentration.

Mais veut-on dire que la France, avec son sol, ses ressources, ses enfants, a le droit d'abdiquer dans le monde, et, sous prétexte qu'elle serait faible, de laisser mutiler son territoire, de renoncer à son indépendance, de renoncer à défendre son idéal ? Alors, je crie : non !

J'ai lutté, toute ma vie, contre le chauvinisme imbécile qui croit qu'on exalte son pays en rabaisant les pays étrangers. Aujourd'hui même, les folies d'un Hitler ou d'un Mussolini ne diminuent en rien mon admiration, mon affection fraternelle pour l'Allemagne et l'Italie. Mais j'ai toujours eu, avec l'amour de la France, la fierté de la France, et, à l'heure où on nous crache à la figure, j'éprouve le besoin de le dire. Que nous ayons commis, au cours de notre histoire, bien des erreurs et bien des fautes, nul ne le nie. Mais un fait demeure : c'est que, quand le peuple de notre pays, après des siècles et des siècles d'efforts, parvint à conquérir sa liberté, il ne pensa

pas seulement à lui-même ; au lieu de proclamer les droits du Français, il proclama les Droits de l'Homme. Il affirma la dignité essentielle de toute pensée et de toute conscience. Il appela à la fraternité tous les hommes de tous les peuples. C'est à cause de cela que, depuis cent cinquante ans, le nom même de la France sonne, aux oreilles de tous les opprimés, comme un symbole et une espérance. Et l'on voudrait aujourd'hui, qu'ayant apporté au monde cet idéal magnifique, nous nous déclarions soudain trop petits pour le défendre ? Nos aïeux ont pris la Bastille, tenu tête aux tyrans, défendu la Liberté en 1830, en 1848, en 1871, et nous, héritiers de tout cet effort, nous nous avouons tout à coup incapables de le prolonger ? Nous nous aplâtrions devant ceux qui nient les droits de la personne humaine et la dignité de l'esprit ? Nous céderions à la force ? Nous consentirions au triomphe de la violence et de la guerre, et, parce qu'on menace la France, nous cesserions d'être Français ? Je ne peux pas croire, je ne crois pas à cette effroyable abdication. La démission de notre pays, ce serait, pour le monde entier, un coup mortel ; ce serait un recul humain sans précédent, la brusque abolition des valeurs qui font que la vie a un sens et un prix. Nous ne consentirions pas à cette catastrophe ; et, si quelques-uns pouvaient se laisser tenter, dans les troubles de l'heure présente, par des solutions de lâcheté, Gérin, je le sais, j'en suis sûr, se dresserait contre eux comme moi, comme nous tous ; car, s'il est un groupement au sein duquel le Droit n'abdiquera jamais, c'est notre Ligue des Droits de l'Homme.

Albert BAYET.

Il faut répondre au président Roosevelt

La Ligue des Droits de l'Homme exprime au président Roosevelt la gratitude de tous les amis de la paix et de la liberté pour avoir affirmé, devant les menaces extérieures, la solidarité effective de la grande démocratie américaine avec les démocraties d'Europe.

La Ligue des Droits de l'Homme attend du gouvernement français qu'il se déclare solennellement d'accord, dans la pensée et dans l'action, avec le président Roosevelt.

Elle souhaite qu'en écho à la déclaration américaine, le gouvernement français saisisse le président Roosevelt d'une proposition de Conférence internationale pour mettre fin aux agressions en cours, régler pacifiquement les différends actuels et arrêter la course mortelle aux armements.

La Ligue des Droits de l'Homme ne comprendrait pas qu'à l'heure où la sauvegarde de la paix exige l'union de toutes les forces démocratiques, le gouvernement de la France parût, par son silence, écarter le concours décisif des Etats-Unis.

BULLETIN

DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

A NOS SECTIONS

SERVICE JURIDIQUE

Nos interventions

Du 10 au 24 janvier 1939, des démarches ont été faites dans les affaires suivantes qui nous avaient été soumises par nos Sections et Fédérations. (Nous indiquons, tout d'abord, le nom de la Fédération et de la Section, puis la *note* du dossier, enfin le *ministère* auprès duquel nous sommes intervenus) :

1^o Affaires soumises par les Fédérations

Côte-d'Or : Abdullah, Justice.
Meuse : Mathieu Louis, Finances.
Hautes-Pyrénées : Biard Marcel, Guerre.
Vaucluse : Martheuil Antonio, Justice; Parrini Bruno, Intérieur.

2^o Affaires soumises par les Sections

Antony : Victimes du dévouement assimilées aux victimes du devoir, Intérieur.
Arcachon : Agriculture, le pain gratuit aux pauvres, Agriculture.
Beaucourt : Wallomy Clément, Justice.
Casablanca : Bizarro Belmiro, Justice.
Chambéry : Lassus (Dr), Santé publique.
Damas : Tran Van Sam, Justice.
Dol-de-Bretagne : Burté (Vve), Education nationale.
Etampes : Chatelin Charles, Justice.
Le Raincy, Villemomble : Hagenmuller Simon, Intérieur.
Levallois-Perret : Baier Joseph, Préfet de la Loire.
Malzeville : Laicité, violation loi sur les congrégations, Justice.
Mareuil-en-Lay : Blanchet (Vve), Travail.
Marseille : Oskar Jakob, Intérieur.
Montéhiard : Gross Raymond, Santé publique.
Montsoult : Montsoult, création école de filles, Education nationale.
Mulhouse : Susiak Dienstein, Affaires étrangères.
Nantes : Dozza Vittorio, Intérieur; Weiss Ernest, Affaires étrangères.
Nîmes : Adam Salomon, Intérieur.
Oran : Nahmanovici Leizer, Justice.
Perpignan : De la Reberdiere, réintégration dans emploi, Président du Conseil.
Poitiers : Raffoux Jean, Education nationale.
Port-Saint-Louis-du-Rhône : Castellani Ottorino, Justice.
Reims : Borg Adolphe, Affaires étrangères; Schwarz Salomon, Affaires étrangères; Stajner, Intérieur.
Riom : Mesclier Claude, Pensions.
Roanne : Biard Marcel, Guerre.
Royan : Simon Arthur, Pensions.
Saint-Maximin : Mamimo Jean, Intérieur.
Saint-Ouen : Fogel Joseph, Justice.
Strasbourg : Hanus Pierre, Dr Services Alsace-Lorraine.
Thionville : Scheerz Walter, Justice.
Toulouse : Genzano Giacomo, Intérieur; Wolff Léopold, Intérieur.
Tunis, Clermont-Ferrand : Messadi, Résident général de Tunisie.
Villerupt : Buono Nello, Intérieur.
Vitry-sur-Seine : De Antoni Aurora, Intérieur.

3^o Affaires soumises par les Ligues étrangères

Comité allemand : Hermann Siegfried, Affaires étrangères; Noll Hans (époux), Intérieur; Plawner Herman, Intérieur; Posener Ervin, Intérieur; Vietnem Wilhelm, Intérieur; Wahlis Elsa, Intérieur.
Ligue espagnole : Patin Raymond, Travail.
Ligue grecque : Vilzonis Georges, Intérieur.
Ligue hongroise : Altman Gabour, Intérieur; Ferencz Simon, Intérieur; Garay Alexandre, Intérieur; Hongrois, situation de certains réfugiés, Affaires étrangères; Kauf-

mann (Vve), Intérieur; Sugar Wilhelm, Intérieur; Weisz Nicolas, Intérieur.

Ligue italienne : Alo Carlo, Intérieur; Ardizzi Alfredo, Préfet de Police; Bernardelli Leon, Intérieur; Bianco Pierino, Intérieur; Buono Nello, Intérieur; Buzzi Mario, Préfet de Police; Capolicchia Sebastiana (Mme), Intérieur; Cella Clemente, Justice; Fabbioni, Préfet des Alpes-Maritimes; Fortis Idolo, Intérieur; Gatta Gino, Intérieur; Goldszol Chaim, Intérieur; Jaksetch Georges, Intérieur; Macchi Alessandro, Justice; Maudiroli Alberto, Justice; Marinangeli Nunzio, Intérieur; Massutti Marius, Intérieur; Mattinelli Giuseppe, Intérieur; Mazzini Giuseppe, Intérieur; Mennini Giovanni, Justice; Mocellin (famille), Intérieur; Munari Enéa, Intérieur; Nardo Rino et sa femme, Intérieur; Noti Lidia, Intérieur; Olivieri Angelo, Justice; Piant Ugo, Intérieur; Pini Gustave, Intérieur; Ponzetti Mario, Intérieur; Ponzone Benedetto, Justice; Raffaelli Guido, Intérieur; Riccardi Charles, Préfet du Rhône; Romboni Adeodato, Intérieur; Ruffi Prospero, Intérieur; Scotti (famille), Intérieur; Senatoni Tosco, Intérieur; Sgariglia Vincenzo, Intérieur; Szeinberg Leib, Intérieur; Tassinari Fernand, Intérieur; Tursi Nestore, Intérieur; Ulivelli Francesco, Intérieur; Zibetto Maria, Intérieur.

Ligue polonaise : Cukier Karl, Préfet de Police; Dajcz Leib, Intérieur; Felman Salomon, Intérieur; Fidler Moise, Intérieur; Grynbal Chif, Intérieur; Grynberg Szejna, Intérieur; Henner Ignace et Kornbluh Sola, Intérieur; Préfet de Police; Izyzgon Abel, Intérieur; Jablonka Mateo, Intérieur; Kierbel Israël, Intérieur; Najchanz Hersz, Intérieur; Paper Bajla Roja, Travail; Rychtiger Chafa, Intérieur; Sanger Jakob, Intérieur; Scherer Markus, Intérieur; Skurnik Menasz, Intérieur; Szwedzsaft Icek, Intérieur; Wajcman Szlama, Intérieur; Wajnerman Zelma, Intérieur; Wigdorowicz Kalman, Intérieur; Zyberberg Israël, Intérieur.

Ligue russe : Garkavie Sophie, Affaires Etrangères.

Ligue tchécoslovaque : Goldenberg Czarna, Affaires Etrangères.

Réclamations

Nous prions les Sections intéressées de bien vouloir nous faire retour des dossiers suivants que nous leur avons transmis pour enquête et avis :

Amiens : Lenne Fernand.

Cannes : Avrii Marcel.

Mirecourt : Richeine Michel.

Oran : Bolorinos Manuel.

Oudjda : Ahmed Belaid ben Mohamed.

Paris-1^{er} : Perrier Antonin.

Paris-5^e : Douquet Jules; Maunclair Louis.

Paris-14^e : Hoffmann Maurice.

Paris-15^e : Loly (Mlle); Marty Gabriel.

Paris-18^e : Weber.

Souk-Ahras : Mabrouki Kaddour.

Tizi-Ouzou : Mellal Amran.

Tlemcen : Bonfruid Mustafa.

Tunis : Larbi ben AB.

Vendun : Dubois Eugène.

Réponses de Ministres

Les ministères compétents nous ont informés qu'à la suite de nos démarches, les affaires suivantes avaient été mises à l'étude. (Nous indiquons, tout d'abord, le nom de la Fédération et de la Section, puis la *note* du dossier, enfin le *ministère* auprès duquel nous sommes intervenus) :

Haute-Loire : Planché Jean, Pensions.

Alençon : Dunoyer André, Colonies.

Ligue polonaise : Gryngier Israël, Intérieur.

SECTIONS ET FÉDÉRATIONS

Activité des Sections

Paris-XVIII* (Grandes-Carrières) émet le vœu que les manuels d'histoire des écoliers français fassent une plus grande part à l'état économique et moral de notre peuple au cours des âges et aux noms de ceux qui ont le plus contribué à son élévation matérielle et à son affranchissement; et ce, au détriment de la place faite à de vieux traités dont les effets sont caducs depuis des siècles et des récits souvent éronnés, qui font travailler dangereusement l'imagination des enfants, au lieu de l'orienter dans un sens artistique et pacifique. (16 juin 1938.)

Pontarion (Creuse) approuve l'appel au pays, lancé par la Ligue, à la suite des événements d'Autriche et de la prolongation de la crise ministérielle; affirme que tous les peuples, quel que soit leur régime politique, ont le droit à l'indépendance et aux possibilités matérielles de vivre; atteste son attachement aux principes du pacte de la S.D.N.; demande au gouvernement français de travailler à l'union des démocraties et de proposer au monde une politique d'entente internationale et de désarmement.

Pornichet (Loire-Inférieure) regrette que l'indemnité parlementaire ait été portée à 82.000 fr. alors que le pays est à bout de souffle, que l'effort fiscal est porté au maximum, que les possibilités budgétaires sont épuisées; déplore que ce soit un gouvernement de Rassemblement populaire qui ait pris la responsabilité du vote de cette augmentation inopportune; regrette enfin que la majorité n'ait pas pris en considération l'amendement tendant à la publication de la liste des conseils d'administration dont font partie un certain nombre de parlementaires. (18 février 1938.)

Pontarion et Rambouillet demande que soit interdit le cumul d'un mandat parlementaire et de toute autre fonction rétribuée. (13 mars 1938.)

Pont-Rémy (Somme) demande au Comité Central d'intervenir auprès du Conseil supérieur de l'Hygiène et auprès du Ministre de l'Éducation nationale pour que la tuberculose pulmonaire ouverte soit inscrite sur la liste des maladies contagieuses. Émet le vœu que, dans les plaidoirs, les avocats défenseurs n'aient pas le droit d'influencer les magistrats en faisant appel aux opinions politiques, quelles qu'elles soient. (18 juin 1938.)

Pouques-les-Eaux (Nièvre) demande à nouveau l'interdiction des doubles emplois actifs, du cumul d'une retraite suffisante et d'un emploi public ou privé. (26 juin 1938.)

Rambouillet (Seine-et-Oise) émet le vœu que soient appliqués avec rigueur les décrets pris contre les cumulés.

Rambouillet (Seine-et-Oise) émet le vœu de voir réaliser au plus tôt la retraite des vieux travailleurs. (11 juin 1938.)

Rouen (Seine-Inférieure), estimant que la restitution des colonies allemandes serait inopérante, émet le vœu que toutes les colonies soient internationalisées et que les matières premières qu'elles détiennent le soient également, seul moyen de faire disparaître la guerre, qui n'est qu'une course aux matières premières. (21 décembre 1937.)

Saales (Bas-Rhin) adresse au Président Victor Basch l'expression de son dévouement, affirme la volonté d'union de tous ses membres, pour la défense de la justice, de la liberté et de la paix. (3 juin 1938.)

Saigon (Cochinchine) émet le vœu que l'abandonnement, pour les retraités fixés en Indochine, et supprimé par le gouverneur général Pasquier, soit rétabli, ou qu'une indemnité compensatrice leur soit accordée d'urgence; demande que le fonctionnaire soit autorisé à être inscrit à un compte passif ou à un compte français, à la Caisse des Retraites, suivant qu'il ait, ou non, l'intention de se fixer à la colonie plus tard; émet le vœu que les articles 96, 97, 99 et 103 de la loi de finances du 31 mars 1932, relative à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse intercoloniale des Retraites, soient promulgués en Indochine. (Mars 1938.)

Saigon (Cochinchine) demande la création, à Saigon, d'un corps d'assistantes, pour seconder les institutrices d'écoles maternelles indigènes dans la surveillance des enfants de 2 à 3 ans, tant au point de vue de la formation physique et mentale qu'au point de vue éducatif. (Mars 1938.)

Saint-Cloud (Seine-et-Oise) s'étonne que certains élus du Rassemblement populaire à la Chambre n'aient pas soutenu le gouvernement à l'occasion des projets de relèvement économique et de défense nationale; demande à la Ligue de saisir le Rassemblement populaire de ce manquement à des engagements pris; regrette que l'intransigence du Sénat ait empêché la réalisation de l'ensemble des réformes du programme du Rassemblement populaire; félicite le gouvernement Blum pour le courage avec lequel il a défendu

ces projets ainsi que pour les déclarations nettes par lesquelles il a placé le Sénat en face de ses responsabilités; **Saint-Cloud et Saint-Mathurin** (Maine-et-Loire) se prononcent pour la formation d'un gouvernement de salut public qui ne serait que l'élargissement du Rassemblement populaire et dans lequel le pouvoir exécutif aurait les moyens d'agir avec efficacité. (8 avril 1938.)

Saintes (Charente-Inférieure) proteste contre l'exécution de Liselotte Hermann. (24 juin 1938.)

Saint-Fargeau (Yonne) demande la convocation d'une Assemblée nationale constituante, destinée à établir une nouvelle Constitution, sur le programme d'action suivant: Sur le terrain politique, 1) élection des sénateurs au suffrage universel direct par les électeurs âgés de 40 ans au moins; 2) élection des députés avec le système de représentation proportionnelle intégrale, avec utilisation des restes par région; 3) élection des conseillers municipaux de Paris au scrutin de liste, avec méthode proportionnelle; sur le terrain économique, création d'un Conseil national économique ayant pour tâche d'établir le charte des droits économiques de l'homme et de viser à une équitable distribution des richesses nationales. Cette Assemblée serait élue au suffrage universel (hommes et femmes), par tous ceux qui participent à la production dans tous les domaines. (9 avril 1938.)

Saint-Jean-de-Luz-Giboure (Basses-Pyrénées) rappelle que l'établissement d'une paix véritable est subordonné à la disparition des causes réelles de conflits essentiellement économiques; estime que l'unique chance de sauver la paix ne réside pas dans une course aux armements, mais dans la pratique d'une politique ferme et objective visant à la reconstitution économique de l'Europe sur la base des principes suivants: 1) Droits des peuples à disposer d'eux-mêmes; 2) répartition équitable des matières premières par la constitution d'un vaste organisme coopératif européen, assurant l'exploitation et la répartition de ces matières; demande à tous les militants de renforcer toute action pratique s'orientant dans le sens sus-indiqué et visant à l'organisation d'une Assemblée des peuples européens, investie de la mission de construire une Europe nouvelle économiquement libérée de la tutelle des oligarchies. (22 mai 1938.)

Saint-Maurice-les-Châteauneuf (Saône-et-Loire) proteste contre la clôture brusquée de la session parlementaire, qui n'a pas permis le vote de la retraite aux vieux travailleurs. (19 juin 1938.)

Saint-Paul-des-Dax (Landes) demande au Comité Central d'étudier la question des mutilés du travail et de la soumettre aux organisations syndicales, ainsi qu'aux partis politiques groupés dans le Rassemblement populaire, afin qu'un projet de loi soit élaboré, leur donnant droit, comme aux mutilés de guerre, à une priorité d'embauche, soit dans les emplois réservés, soit dans les diverses corporations. (22 avril 1938.)

Saint-Quentin (Aisne) demande, sur le plan extérieur, que le gouvernement prenne l'initiative d'une réunion des mandataires des peuples: 1) pour proclamer le droit à la vie, à la liberté et à la paix de tous les citoyens du monde; 2) pour déclarer la France prête à un arrêt immédiat des armements, puis à leur réduction, sous réserve d'une même attitude des autres pays; 3) pour affirmer la volonté des peuples de travailler à l'organisation de la paix; sur le plan intérieur, que le gouvernement s'attache sans délai: 1) à dissoudre les lignes fascistes; 2) à faire toute la lumière sur les procès fascistes en cours, en exigeant les sanctions les plus sévères à l'égard des coupables; 3) à procéder à la modification du système fiscal et à exercer le contrôle des changes; 4) à supprimer le chômage par la création d'une monnaie auxiliaire ayant cours intérieur forcé et le vote du projet de loi accordant une retraite aux vieux travailleurs. (12 mai 1938.)

Sarlat (Dordogne) proclame la nécessité pour tous les démocrates de rester unis pour la défense du régime républicain et de la paix; fait confiance à la Ligue, dont la force morale est indispensable à la sauvegarde des institutions démocratiques contre les entreprises fascistes et contre la guerre. (7 mai 1938.)

Saumur (Maine-et-Loire) demande au Comité Central d'intervenir au plus tôt auprès du Président du Conseil pour obtenir, à l'occasion du 14 juillet et du voyage des souverains anglais en France, un décret d'amnistie visant les contraventions de simple police de toute nature, les délits de presse et d'opinions, les sanctions administratives, les peines infligées aux enfants et adolescents des pénitenciers. (25 juin 1938.)

Le Gérant: Guy ROCCA.



Imprimerie Centrale du Croissant (S^{te} Nlle)
10, rue du Croissant, Paris-9^e

Magnifique Edition artistique

Vient de paraître à la LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET

L'HISTOIRE GÉNÉRALE
DE L'ART

en 4 Volumes reliés

dos chagrin avec nervures et coin chagrin, format 24x31,
contenant **2.000 pages** environ, **2.300 héliogravures**,
61 hors-texte et **in-texte** en couleurs, **31 fac-similés**
de dessins des grands Maîtres, crayons et couleurs.

Publiée sous la haute direction de

M. Georges Huisman

Directeur Général des Beaux-Arts

avec la collaboration d'Écrivains et Critiques d'Art
les plus éminents.

Un admirable Musée
des plus beaux chefs-d'œuvre
de l'Art Universel



L'HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ART
comme l'Histoire elle-même,
est INDISPENSABLE à tous
ceux qui désirent connaître, comprendre et expliquer
le PRÉSENT à la lumière du PASSÉ.

Nous avons développé l'illustration aussi largement que possible et nous avons complété le texte par des cartes et chaque volume par des tableaux synchroniques.

Nous y avons introduit par surcroît de nombreux fac-similés de DESSINS des GRANDS MAÎTRES d'une saisissante exactitude artistique.

La Librairie Aristide Quillet est heureuse d'offrir à tous les souscripteurs, ce supplément de chefs-d'œuvre qui, en augmentant la valeur de l'ouvrage, constitue pour chacun une VÉRITABLE COLLECTION PARTICULIÈRE représentant à elle seule le prix total de cette magnifique publication.

Notre HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ART, judicieusement conçue apporte à l'homme du XX^e siècle un certain nombre de satisfactions.

Tout d'abord, le seul fait de feuilleter ces pages, de contempler ces Gravures, Tableaux et Cartes procure au lecteur amoureux de la BEAUTÉ ARTISTIQUE ces joies profondes que célébrait jadis le grand peintre Nicolas Poussin. Ensuite la sensibilité de l'Amateur s'éveille et s'enrichit bien vite, tandis que se déroulent à travers les siècles les grands mystères de la création des chefs-d'œuvre.

Notre HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ART a pour rôle essentiel de transporter son lecteur au pays des œuvres, au pays des artistes, devant le tableau évoqué, devant le monument décrit. Elle est une perpétuelle invitation au voyage. Elle est un guide toujours prêt à conduire le promeneur vers les pèlerinages passionnés, à travers les Musées et les Monuments, les vieux Pays et les antiques Cités.

COLLABORATEURS ET PLAN GÉNÉRAL

M. Louis BRÉHIER

Membre de l'Institut.

L'ART ANTIQUE : en Occident, Proche-Orient, et Méditerranée. DE L'ART ANTIQUE A L'ART MÉDIEVAL. - L'ART MUSULMAN. - L'ART EN OCCIDENT du V^e au XI^e Siècle. - L'ART ROMAN.

M. LION-GOLDSCHMIDT

Professeur attaché au Musée du Louvre. L'ART EN ASIE jusqu'au XIV^e Siècle. - L'ART EN EXTREME-ORIENT du XIV^e Siècle à nos jours.

M. Élie LAMBERT

Directeur de la Bibliothèque d'Art et d'Archéologie de l'Université de Paris. L'ART GOTHIQUE.

M. Ch. KUNSTLER

LES ARTS DE L'AMÉRIQUE PRÉ-COLOMBIENNE, DE L'AFRIQUE NOIRE et DE L'Océanie.

M. Ch. TERRASSE

Conservateur-Adjoint du Musée de Fontainebleau.

L'ART du XV^e Siècle en Italie. LA RENAISSANCE EN EUROPE au XVI^e Siècle.

M. Robert REY

Inspecteur Général des Beaux-Arts, Professeur au Musée du Louvre.

L'ART EN EUROPE au XVII^e Siècle. L'ART EN FRANCE et EN EUROPE au XVII^e Siècle.

M. Henri MARTINIE

L'ART EN FRANCE au XIX^e et au XX^e Siècle. - L'ART EN EUROPE au XIX^e et au XX^e Siècle.

M. J.-C. GOULINAT

Attaché à l'École du Louvre. APERÇU SUR LA TECHNIQUE DE LA PEINTURE.

M. Luc BENOIT

Attaché aux Musées Nationaux. CARTES, TABLEAUX SYNCHRONIQUES, formant atlas artistique.

L'OUVRAGE EST LIVRABLE IMMÉDIATEMENT AUX CONDITIONS DU BULLETIN CI-DESSOUS :

BON GRATUIT

HISTOIRE GÉNÉRALE de L'ART
DEMANDEZ la superbe
Brochure spécimen illustrée
envoyée

GRATIS ET FRANCO par
la Librairie Aristide Quillet.

Veillez me livrer un exemplaire en 4 volumes de L'Histoire Générale de l'Art, reliure haut Luxe au prix de 1.350 francs payable : à raison de 50 francs par mois, en 3 paiements de 427 francs (5 %) en un paiement de 1.215 francs (10 %) payable après réception.

Frais de port en sus 25 francs et encaissement 1 franc par traite.

Copier ou découper ce bulletin et l'envoyer à la

BULLETIN DE COMMANDE

Nom.....
Prénoms.....
Profession.....
Adresse..... Signature
Ville.....
Dépt.....

LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET, S. A. Capital 20 Millions 278, Bd Saint-Germain, PARIS-VII